

# PIERRE MAUROY

PREMIER MINISTRE

OU LA PASSION DE

## GOUVERNER À GAUCHE



**PIERRE MAUROY**

PREMIER MINISTRE

OU LA PASSION DE

**GOUVERNER  
À GAUCHE**

Actes du colloque  
organisé le 14 octobre 2021  
à la Fondation Jean-Jaurès

## SOMMAIRE

<b>Bernard DEROSIER</b> Pérenniser l'action politique de Pierre Mauroy pour y faire référence .....	5
<b>Henri NALLET</b> 1981-1983 : quelle leçon tirer pour aujourd'hui de cette belle période ? ..	9
<b>Jean-Marc GUISLIN</b> Premier ministre, le moment le plus important de la carrière de Pierre Mauroy .....	13
<b>Jean AUROUX</b> Pierre Mauroy, un soutien fidèle .....	41
<b>Edwige AVICE</b> Pierre Mauroy, un homme aux fermes convictions .....	51
<b>Jean-Louis BIANCO</b> Pierre Mauroy a donné un très beau visage de la gauche de gouvernement .....	59
<b>Patrick LE HYARIC</b> Pierre Mauroy, une tradition socialiste marquée par le rassemblement de la gauche .....	69
<b>Christophe BIEBER</b> L'investiture de Raul Alfonsin, l'un des moments les plus forts de la vie de Pierre Mauroy .....	75
<b>Thierry PFISTER</b> Pierre Mauroy, ou le refus de faire passer le moi avant le nous .....	81

Photo de couverture :

Portrait du Premier ministre, Pierre Mauroy, à son bureau.

© Service photographique du cabinet du Premier ministre, Archives nationales.

/ **BERNARD DEROSIER**

*Co-président de l'IPM*

## « PÉRENNISER L'ACTION POLITIQUE DE PIERRE MAUROY POUR Y FAIRE RÉFÉRENCE »

Chers amis, vous vous êtes inscrits et vous êtes présents pour participer à ce colloque organisé par l'Institut Pierre Mauroy, qu'avec Michel Thauvin, j'ai l'honneur de coprésider avec « toute une bande de galopins », aurait dit Pierre Mauroy, qui constituent le conseil d'administration. Aujourd'hui, nous vous accueillons après deux années de blocage, ou presque, dont vous connaissez les raisons. Le fait que vous soyez masqués montre que persistent des traces de cette pandémie qui nous a empêchés de vivre normalement, c'est presque un euphémisme que de le dire ainsi.

### **Salle Pierre Mauroy**

Notre dernier colloque « en présentiel » remonte à janvier 2020. Nous l'avons consacré à l'action internationale de Pierre Mauroy et intitulé : « Pierre Mauroy ou la passion de l'international ». Les Actes ce colloque et des colloques précédents sont disponibles au cas où vous les auriez égarés, car en principe vous avez dû en être destinataires, à l'exception de ceux du colloque que nous avons organisé l'an dernier et que je

qualifie de « numérique » ou de « virtuel », sur le thème « Pierre Mauroy et la vie locale ». Nous avons recueilli des témoignages sur ses fonctions de maire, de président de la communauté urbaine, de conseiller général, de conseiller régional et de président du Conseil régional. Ces contributions sont consultables sur le site de l'Institut. Nous envisageons de le faire prochainement dans un document papier.

Mes premiers mots sont pour remercier Henri Nallet, président de la Fondation Jean-Jaurès, qui est à mes côtés dans cette salle Pierre Mauroy. Je rappelle que c'est à la demande conjointe de l'Institut et de la Fondation - mais peut-être un petit peu plus de l'Institut, cher Henri - que nous avons souhaité que cette salle soit dénommée « salle Pierre Mauroy ». La plaque apposée précise son nom, ses fonctions et la part qu'il a prise dans cette maison et sur laquelle je n'ai pas besoin d'insister davantage. Donc merci Henri de nous accueillir à la Fondation Jean-Jaurès. Nous avons l'habitude des palais de la République avec l'Assemblée nationale et le Sénat. Nous sommes aujourd'hui dans le temple du socialisme, compte tenu de l'histoire de cette maison, et dans l'un des temples de la gauche, dirais-je, puisque nous avons parmi nous des personnes qui ne sont pas membres du Parti socialiste.

Une fois encore, merci Henri de nous accueillir ici pour un colloque dont vous connaissez le thème, intitulé « Pierre Mauroy, la passion de gouverner à gauche », qui trouve sa raison d'être le 21 mai 1981 puisque c'est ce jour-là que Pierre Mauroy est nommé Premier ministre.

### Un débat riche

Je veux remercier les intervenants, au premier rang desquels, bien qu'il ne soit pas exactement intervenant, Thierry Pfister, qui est à ma droite mais cela n'a pas de signification politique. Thierry Pfister a été conseiller de Pierre Mauroy à Matignon, notamment après un itinéraire que vous connaissez et qu'il ne m'appartient pas de développer, sauf à le remercier d'avoir bien voulu accepter d'être ce qu'on appelle dans ce genre d'exercice un modérateur et surtout un animateur d'un débat que nous souhaitons riche.

Par ordre alphabétique, sans hiérarchie aucune, je veux remercier plusieurs anciens ministres et les personnes qui ont occupé des responsabilités importantes à partir du 21 mai 1981 et qui vont intervenir dans cette rencontre. Merci, donc à Jean Auroux, ancien ministre du Travail, à Edwige Avice, ancienne ministre de la Jeunesse et des Sports, à Jean-Louis Bianco qui était alors secrétaire général de l'Elysée, puis qui fut ensuite ministre, à Jean-Marc Guislin qui est historien, professeur agrégé des Universités, notamment à l'Université de Lille, avec qui, je le dis au passage, nous avons organisé le premier colloque consacré à Pierre Mauroy peu de temps après sa disparition et à l'initiative des universités de Lille, (il y en avait alors plusieurs). C'est à lui qu'il reviendra d'ouvrir le colloque.

Je veux également remercier Patrick Le Hyaric qui sera un témoin intéressant dans ce colloque puisqu'il a été jusqu'il y a quelques jours directeur du journal *L'Humanité*, je me permets de dire le journal de Jean-Jaurès, même si depuis 1920 il est surtout le journal du Parti communiste français. Mais Patrick Le Hyaric présente pour ce colloque l'intérêt d'être en 1981, comme nous tous plus jeune, mais surtout l'assistant parlementaire d'André Lajoinie, alors président du groupe communiste à l'Assemblée nationale.

Enfin c'est sa jeunesse qui me conduit à le citer en dernier, je remercie Christophe Bieber, né bien après 1981 et aujourd'hui chargé de mission à l'Institut François Mitterrand, preuve que nos deux instituts peuvent coordonner.

Je veux souligner ici que la mission que nous nous sommes confiés en créant cet Institut Pierre Mauroy, quelques mois après sa disparition, est surtout de pérenniser l'action politique menée par Pierre Mauroy (dont je salue Fabien, son fils, qui ne manque pas un de nos colloques) et non de nous inscrire dans une sorte de commémoration permanente, parce que Pierre Mauroy, dans ses fonctions, a conduit des actions dans le domaine politique auxquelles il est intéressant de faire référence. L'intérêt de ces colloques, au-delà de se retrouver en amis, est aussi de produire

des Actes qui peuvent alimenter la réflexion politique dont on a bien besoin aujourd'hui, dans la période que nous connaissons en France, en Europe et dans le monde.

Mon propos se termine là, il a déjà sans doute été trop long. Je donne tout de suite la parole à Henri Nallet qui va également nous livrer quelques réflexions en tant que président de la Fondation Jean-Jaurès. Ensuite Thierry Pfister animera le déroulement du colloque.

/ **HENRI NALLET**

*Président de la Fondation Jean-Jaurès*

## 1981-1983 : QUELLE LEÇON TIRER POUR AUJOURD'HUI DE CETTE BELLE PÉRIODE ?

Je m'efforcerai d'être bref parce qu'il y a beaucoup de choses à évoquer et de nombreux intervenants. Mais je voudrais quand même vous dire que je suis très heureux de vous accueillir ici, dans cette salle et dans cette maison qui fut doublement celle de Pierre Mauroy.

### **Un changement complet**

Tout d'abord, avant qu'il ne soit Premier ministre, lorsqu'il était dirigeant du Parti socialiste - il en était le numéro deux - il a travaillé dans cette maison, au premier étage. Ensuite, après qu'il ait été Premier ministre, il y est revenu quand il a créé la Fondation Jean-Jaurès dont vous êtes aujourd'hui les hôtes. Au fond il est doublement chez lui ici dans deux circonstances très différentes mais qui faisaient partie de sa personnalité. Aujourd'hui, vous avez choisi de parler dans cette maison des trois années qui sont, de mon point de vue, les plus intenses de sa longue carrière. C'est le moment où Pierre Mauroy gouverne la France. C'est le moment où il

dirige le gouvernement de la France. Je crois, en tout cas pour quelqu'un de ma génération, - je ne parle pas en tant que président de la Fondation Jean-Jaurès mais parce que j'avais trente ans à ce moment-là - que les trois années où Pierre Mauroy est Premier ministre constituent un moment en politique absolument exceptionnel pour notre génération.

Il y a d'abord un changement de majorité : on vire totalement de bord. Ensuite, Pierre Mauroy dirige un gouvernement de toute la gauche, comprenant les radicaux, les socialistes et les communistes. Et ce gouvernement, sous sa responsabilité, sous son impulsion, prend des décisions politiques de très grande ampleur. Je ne les cite pas, vous les connaissez toutes et vous y reviendrez au cours du colloque. Là encore, pour notre génération, c'est un changement complet.

La personne même de Pierre Mauroy exprime ce moment. Nous allons l'évoquer aujourd'hui. Nous ne sommes pas une réunion d'historiens, même si certains historiens nous accompagnent et je les salue. Nous sommes surtout des femmes et des hommes qui avons connu cette période, qui l'avons vécue plus ou moins intensément ; nous allons avoir la chance d'échanger, de discuter avec celles et ceux qui ont conduit ce changement aux côtés de Pierre Mauroy, avec Pierre Mauroy.

Ces témoignages, je les écouterai avec une grande attention, mais aussi avec une question qui devient de plus en plus urgente, aiguë, en tout cas pour moi et pour quelques-uns qui m'entourent : quelles leçons pour aujourd'hui ? Pas simplement 81, 82, 83 en tant que telles. Mais que nous apprennent ces années sur aujourd'hui, sur la difficulté dans laquelle nous sommes, sur le bazar qui occupe tout l'espace dans lequel nous avons l'habitude de vivre ?

Et dans ce moment où l'on s'interroge sur l'ampleur de ce mouvement de droitisation de nos sociétés, sans citer personne, quelle leçon devons-nous retenir de cette si belle période ?

/ **BERNARD DEROSIER**

Merci Henri. Thierry, à toi de jouer.

/ **THIERRY PFISTER**

*Ancien conseiller de Pierre Mauroy à Matignon*

Bonjour à tous.

J'appelle à la tribune Jean-Marc Guislin, Jean Auroux et Edwige Avice qui seront les trois premiers orateurs.

Depuis sa thèse de doctorat sur « Le travail parlementaire à l'Assemblée nationale de 1871, à travers les représentants du Pas-de-Calais », comme au fil des publications de l'excellente « Revue du Nord » dont il a été le directeur, nous n'ignorons pas que Jean-Marc Guislin est un observateur avisé du subtil mélange qui s'opère entre les familles politiques et les tempéraments régionaux.

Agrégé de l'Université, professeur émérite de l'Université de Lille, il s'est notamment penché sur l'apport de Pierre Mauroy en matière culturelle. C'est à lui qu'incombe d'ouvrir nos travaux.

/ **JEAN-MARC GUISLIN**

*Professeur, Université de Lille, UMR CNRS 8529*

## PREMIER MINISTRE, LE MOMENT LE PLUS IMPORTANT DE LA CARRIÈRE DE PIERRE MAUROY

La victoire du 10 mai 1981 fut, à bien des égards, une surprise. Elle souleva l'enthousiasme du peuple de gauche mais aussi celui de Pierre Mauroy, atténué par la conscience que de grandes et graves responsabilités l'attendaient. Après l'épreuve du pouvoir, les réussites - mais aussi les déconvenues - et l'éloignement, le rappel des gouvernements Mauroy et de leur œuvre ne sont pas sans susciter, chez beaucoup, une certaine nostalgie. Pour introduire le thème de ce colloque<sup>1</sup>, il convient de donner la parole à Pierre Mauroy<sup>2</sup>, d'aborder quelques sujets importants et de poser des questions auxquelles vos débats permettront, peut-être, de répondre.

1. La plupart des informations de cette communication proviennent de : Thierry Pfister, *La Vie quotidienne à Matignon au temps de l'Union de la gauche*, Paris, Hachette, 1985 ; Jean-Jacques Becker avec la collaboration de Pascal Ory, *Crises et alternances 1974-1995*, Paris, Seuil, Collection Points Inédit Histoire, 1998 (p. 223-317) ; Éric Anceau, *Les élites françaises. Des Lumières au grand confinement*, Paris, Passés/Composés (p. 293-301).

2. Pierre Mauroy, *Mémoires « Vous mettez du bleu au ciel »*, Paris, Plon, 2003 et *Ce jour-là*, Paris, Michel Lafon, 2012.

Après une évocation assez brève de l'avant 10-mai, seront analysés les débuts de Pierre Mauroy à Matignon et la conception que se font les deux têtes de l'Exécutif de la fonction de Premier ministre. Pour finir, les grandes lignes de l'action des gouvernements Mauroy seront rapidement examinées.

## L'avant 10-mai

### Un climat général peu porteur

Jusqu'en mars 1981, Valéry Giscard d'Estaing est donné vainqueur. Pierre Mauroy, lui-même, écrit : « Pendant la campagne, je n'y ai cru que par devoir et par conscience professionnelle » (*Ce jour-là*, p. 101).

François Mitterrand a une figure passéiste et de *looser* après les échecs aux élections présidentielles de 1965 et 1974, puis aux élections législatives de 1978. Depuis septembre 1977 et la rupture de l'Union de la gauche, les relations sont pour le moins délicates avec le PCF dont certains responsables souhaitent plutôt sa défaite. Il est critiqué et concurrencé par Michel Rocard et ses amis qui incarneraient la modernité, la gauche sociale-démocrate soutenue par la revue *Le Débat* fondée en 1980, alors que son alliance avec le CERES au congrès de Metz (avril 1979) l'a déporté vers la gauche marxiste qui n'a plus le vent en poupe.

Le socialisme et le communisme sont gravement remis en cause : l'effet Soljenitsyne avec en 1974 la traduction de *L'Archipel du goulag*, la tragédie des *boat people* fuyant le Viêtnam et le Cambodge communistes à partir de 1978-1979, l'élection de Jean-Paul II puis l'invasion de l'Afghanistan contribuent à ce discrédit. La *doxa* marxiste est vivement critiquée à gauche par les nouveaux philosophes - dont certains sont proches de François Mitterrand - qui dénoncent le totalitarisme et la police de la pensée. Au même moment, le libéralisme revient à la mode [Hayek, Friedman,

Margaret Thatcher, Ronald Reagan...]. La gauche qui depuis la Libération occupait le devant de la scène intellectuelle doit céder du terrain à la droite libérale dont les penseurs sont en éveil au Club de l'horloge ou à la revue *Commentaires* autour de Raymond Aron, fondée en 1978. Pour la gauche, la fin de la décennie 1970 sonne comme des « Années orphelines » pour reprendre le titre d'un ouvrage de Jean-Claude Guillebaud<sup>3</sup>.

### Sept mois avant le 10 mai, Pierre Mauroy sait qu'il serait nommé à Matignon si François Mitterrand triomphait à l'élection présidentielle

Pourtant, au congrès de Metz (avril 1979), le premier secrétaire, qui entend maintenir la stratégie d'Union de la gauche, a donné un coup de barre à gauche pour garder la majorité au sein du PS et, peut-être aussi, pour rassurer le PCF qui ne cesse de dénoncer son virage à droite. Lors de ce congrès où, selon Michel Rocard, qui tient un discours très centriste, s'affrontent deux cultures, celle du socialisme autogestionnaire incarné par lui-même et celle du social-étatisme incarné par François Mitterrand et Jean-Pierre Chevènement, Pierre Mauroy a joué un rôle important qui a contribué à sa nomination deux ans plus tard à Matignon comme il le raconte dans le chapitre 5 de *Ce jour-là*. En effet, dès avant cela, « au milieu, entre deux hommes (Mitterrand et Rocard) que [selon lui] rien ne devrait opposer », il a « multiplié les appels à la pondération » (p. 95). En vain. Puis pour éviter l'éviction de Michel Rocard, il a constitué son propre courant, *Socialisme et Réalité* qui vise à « répondre à un immense rêve collectif (le socialisme), sans négliger les réalités de l'heure » (*Mémoires*, p. 11). La coordination en est confiée à Michel Thauvin ; il tient, en juillet 1979, son université d'été où se retrouvent Jean Deflassieux, Henri Guillaume, Jean Peyrelevade... constituant ainsi un jeune club de réflexion et d'influence dont les observations préfigurent celles du groupe

3. Jean-Claude Guillebaud, *Les Années orphelines 1968-1978*, Paris, Seuil, 1978.

d'experts qu'il installera plus tard à Matignon (*Mémoires*, p. 149-151). Il s'agit donc d'un deuxième groupe minoritaire qui rejette le maire de Lille dans l'opposition - lui qui a toujours été dans la majorité mitterrandienne depuis le congrès fondateur d'Épinay en 1971. François Mitterrand s'assure ainsi le contrôle d'un appareil jusque-là aux mains de Pierre Mauroy - si l'on en croit Jean-Marie Colombani dans *Le Monde* du 12 mai 1981 - qui cependant reste proche du député de la Nièvre avec lequel il s'entretient régulièrement, alors que les mitterrandistes voient en lui « un semi adversaire ». Le député du Nord affirme : « Je n'ai jamais douté que Mitterrand fût le bon candidat pour 1981 » (*Ce jour-là*, p. 94). De fait, il s'est mis d'accord avec Michel Rocard à ce sujet : « si François Mitterrand se présente, nous votons tous les deux pour lui. S'il choisit de ne pas se présenter, alors Rocard pourrait s'avancer » (*Ce jour-là*, p. 97). Mais le 17 octobre 1980, le maire de Conflans-Sainte-Honorine ayant proposé d'être le candidat du PS, le maire de Lille estime qu'il n'a pas respecté sa parole et ne le suit pas dans son entreprise : il le lui dit directement et le fait savoir dans un communiqué à l'AFP. Ce désaccord ne peut que satisfaire le maire de Château-Chinon qui, peu après, au restaurant Jamin, près du Trocadéro, avenue Kléber, - « lieu habituel de nos rendez-vous discrets » (*Mémoires*, p. 153) - lui annonce que, s'il gagne, il en fera son Premier ministre (*Ce jour-là*, p. 98). Son image rassurante d'homme du Nord, d'enseignant, marqué par la tradition républicaine, la solidarité ouvrière et la foi en l'éducation sont autant d'atouts pour donner une teinte populaire au nouveau pouvoir. En outre, François Mitterrand sait pouvoir compter sur sa parfaite loyauté.

### **Une amitié et une alliance nouées avec François Mitterrand dès octobre 1965 appuyées chez le Nordiste sur une « fascination lucide »**

En octobre 1965, pendant la campagne présidentielle, « une amitié d'abord cordiale puis amicale se noue » entre eux. Dans le train Lille-Paris, le leader

de la CIR convainc Pierre Mauroy de la nécessité de « dépasser les clivages idéologiques. Il faut oublier 1920 et construire une union programmatique avec le PC ». Le Nordiste est d'accord pour « une alliance avec les communistes à condition que les socialistes soient toujours en tête de la gauche ... Il faut se mettre au travail pour inverser le rapport de force ». Il a compris que le maire de Château-Chinon « mettait déjà en branle les conditions d'une victoire au scrutin suivant, qu'il voulait entrer dans le jeu de la SFIO pour bâtir un nouveau PS que je pourrais diriger » (*Ce jour-là*, p. 66, 73, 74, 75). « François Mitterrand lui est apparu comme « ce grand Meaulnes », celui qui donnait le sentiment de pouvoir ouvrir des chemins impraticables pour d'autres... ». « Cette sorte de fascination lucide, je l'ai toujours conservée à son égard » (*Mémoires*, p. 18).

Ces liens se sont renforcés entre 1969 et 1971 et ont débouché sur l'alliance du Congrès d'Épinay qui a permis la naissance du PS avec François Mitterrand comme Premier secrétaire. Ils ont résisté à l'épreuve du pouvoir et du temps, notamment en raison de la loyauté de Pierre Mauroy qui fut sensible à l'attitude et aux propos du président de la République, le 17 juillet 1984 lors de son dernier contact avec lui en tant que Premier ministre : « Je viens de vivre un des moments les plus pénibles de ma vie politique », propos rapportés par Jean-Louis Bianco alors secrétaire général de l'Élysée (*Ce jour-là*, p. 277)] et à leur émotion commune ; leur « dernière vraie journée d'intimité politique et personnelle », le 24 août 1993 à Hardelot, témoigne encore de la qualité de cette relation avec cette phrase d'adieu du président de la République : « Et vous, continuez de mettre du bleu au ciel » (*Mémoires*, p. 16-17). Car, finalement, François Mitterrand avait été élu le 10 mai 1981.

## Pierre Mauroy, le Premier ministre de la gauche unie

### Sept journées au printemps 1981 : le 10 mai, le 21 mai, le 22 mai, le 27 mai, le 3 juin, les 14-21 juin

François Mitterrand triomphe, malgré, au départ, un climat peu porteur et même l'hypothèse d'une candidature Coluche soutenue par certains intellectuels de gauche. Il profite des difficultés économiques et sociales (chômage de masse) liées au second choc pétrolier, des scandales qui entachent le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, de la division de la droite (RPR/UDF). Il mène une campagne dynamique, bénéficie d'une mobilisation de son électorat séduit par son slogan « Changer la vie », et au-delà d'un désir d'alternance après vingt-trois ans de gouvernements de droite. Comme l'écrit Pierre Mauroy, le 10 mai est « Un jour pas comme les autres » (*Mémoires*, p. 89). De fait, c'est un tournant de la Cinquième République qui connaît sa première alternance. Selon le maire de Lille, « Tout Français de plus de 40 ans aujourd'hui (2012) se souvient de ce qu'il faisait le dimanche 10 mai 1981 » (*Mémoires*, p. 100).

François Mitterrand, le 10 mai au soir, à Château-Chinon, salue « la victoire de la jeunesse, des forces du travail, des forces de la création, des forces du renouveau ». N'est-elle pas davantage la conséquence d'un rejet du pouvoir en place qu'une adhésion au programme de la gauche ? En outre, selon François Goguel, les Français avaient donné aux socialistes la possibilité de transformer profondément la société, mais ils ne leur en avaient pas réellement donné le mandat (*Le Monde*, 13 novembre 1981). Le vainqueur aime y voir « la réalisation ultime des promesses de la Révolution française... la revanche, si longtemps attendue, des « petits », exclus de la décision politique, sur la minorité des nantis qui ont monopolisé le pouvoir » (Serge Berstein, *L'Histoire*, avril 1991, p. 48). Mais René Rémond a mis en garde contre cette simplification de la

présentation de l'histoire, et les 48 % de Français qui ont voté VGE ne sont pas négligeables...<sup>4</sup> Jusqu'au bout, Pierre Mauroy a préféré rester prudent, ne pas se réjouir trop tôt pour ne pas être déçu. Il va de plateau en plateau et a une brève entrevue avec Madeleine Léo-Lagrange, transportée de joie. Lui-même ne peut être à l'unisson de la liesse du peuple, déjà conditionné qu'il est par la conscience de la responsabilité écrasante de ce qui l'attend » (*Mémoires*, p. 159).

Le 21 mai, il ressent toute la solennité et l'émotion de la cérémonie d'installation officielle du nouveau président de la République puis de sa nomination officielle comme Premier ministre qui, selon lui, « n'est pas appréciée par ses adversaires de toujours, ceux qui n'aimaient pas la SFIO, les premiers fidèles de François Mitterrand, les "Conventionnels" » (*Mémoires*, p. 270). Il éprouve également de l'inquiétude en raison de la fuite des capitaux, du spectre de la dévaluation ; le nouveau président de la République aussi, mais, pour lui, il n'est pas question de dévaluer lors d'une telle journée. Michel Rocard lui dit qu'il faut dévaluer, d'au moins 10% (*Mémoires*, p. 169). Sans gouvernement, seul le Premier ministre peut signer certains textes, ce qu'il fait - avec l'assistance de Jacques Delors, Robert Lion, Jean-Yves Haberer, Jean Peyrelevade - pour renforcer le contrôle des changes et des frontières...

Le pouvoir socialiste connaît alors un « état de grâce » caractérisé par un réel enthousiasme à gauche, une communion peuple-gouvernement, une abolition des distances (*Mémoires*, p. 183). Pierre Mauroy est alors le Premier ministre le plus populaire de la V<sup>ème</sup> République (selon un sondage du *Figaro Magazine*, 71% des Français lui font confiance) et François Mitterrand entend profiter de ce climat d'où, le 22 mai, la dissolution de l'Assemblée nationale, nécessaire pour espérer avoir une majorité de députés qui votera les grandes réformes promises et attendues. Ce même jour est formé le premier gouvernement et le premier conseil des ministres

4. Ce paragraphe s'inspire très largement de l'ouvrage de Jean-Jacques Becker, *op. cit.*, p. 241 et 249.

se tient le 27 mai. Le peuple de gauche est mobilisé à l'extrême car la victoire a suscité chez lui des espoirs immenses. Aussi l'Exécutif estime devoir lui donner immédiatement quelques satisfactions avec des mesures significatives annoncées dès le conseil des ministres du 3 juin : augmentation du minimum vieillesse de 20 %, du SMIC horaire de 10 %, de l'allocation logement de 25 % en juillet et 20 % en décembre. Au même moment des indications strictes sont données aux entreprises publiques pour que soient respectées les consignes salariales arrêtées par Raymond Barre (*Mémoires*, p. 182).

Au contraire, la droite est divisée et désappointée, d'où la vague rose lors des élections législatives des 14-21 juin. Il y a 30 % d'abstentions et la gauche a obtenu 300 000 voix de moins qu'en 1978 mais cette légère décreue n'est pas le fait du PS, bien au contraire puisqu'il progresse de 2 millions de voix supplémentaires. Il profite du système majoritaire et obtient une majorité absolue avec 288 députés (117 sortants), 60 % des sièges, tandis que le PCF perd la moitié des siens avec 44 élus<sup>5</sup>. Les convictions socialistes du nouveau Premier ministre sont fortes, mais ses convictions démocratiques le sont tout autant et influent sur ses relations avec les camarades qui sont une des composantes de la fonction de Premier ministre.

### La fonction de Premier ministre selon Pierre Mauroy et François Mitterrand

Aux dires de Pierre Mauroy, François Mitterrand estimait que « le Premier ministre devait clairement déterminer une politique qu'il avait la responsabilité de faire partager à la majorité parlementaire. Il en répondait devant le Président, et bien sûr, devant le Parlement ». En outre, « François Mitterrand s'attachait à donner au Premier ministre - dont la mission pouvait ne pas durer toute la législature - la plus large initiative dans les

5. Alain Lancelot, « 1978-1981, le rendez-vous manqué de la structure et de la conjoncture », in *1981 : les élections de l'alternance*, cité par Jean-Jacques Becker, *op. cit.*, p. 243-244.

domaines qui ne relevaient ni de la politique étrangère, ni de la défense » (*Mémoires*, p. 165-166). Sur ce dernier point la lecture des institutions par le président socialiste est identique à celle du fondateur de la V<sup>e</sup> République<sup>6</sup>. Certes, pour toutes les décisions importantes, il revenait au président de la République de donner son aval, mais la responsabilité appartenait clairement au Premier ministre.

Toutefois, sa latitude d'action fut relativement étroite dans la formation des gouvernements et « il était surveillé de près par le secrétaire général de l'Elysée, Pierre Bérégovoy jusqu'en 1982<sup>7</sup> ; des conseils ministériels à l'Elysée doublaient les conseils interministériels à Matignon »<sup>8</sup>. Il fut parfois court-circuité par les ministres notamment Jack Lang et Laurent Fabius, mis devant le fait accompli pour la compensation intégrale de la perte subie par les salariés dont l'horaire hebdomadaire de travail passait de 40 à 39 heures, lors du retrait de la loi sur l'école... De plus, « il n'a pas d'autorité particulière sur le PS entre les mains des proches du président Lionel Jospin, Paul Quilès »<sup>9</sup>. Peut-on parler de « subordination » comme Jean-Marie Colombani et Hugues Portelli, voire d'un « simple majordome » selon Franz-Olivier Giesbert ?<sup>10</sup>

Cela n'empêche pas Pierre Mauroy de s'affirmer parfois dans l'autonomie de ses choix comme en mars 1982 avec le remboursement de l'IVG par la sécurité sociale, en juin 1982 et le tournant de la rigueur, en mars 1983 et son refus de changer de politique. Il met en jeu sa propre fonction, en assumant la plénitude de sa politique » (1983, 1984).

6. Pierre Mauroy a suivi de près les négociations avec le Royaume-Uni pour la construction du tunnel sous la Manche, avec l'Espagne - dont il a favorisé l'intégration à l'Union européenne - à propos de la pêche et des prisonniers basques détenus en France, avec le président de la Bolivie pour l'extradition de Klaus Barbie.

7. Voir Thierry Pfister, *op. cit.*, p. 128.

8. Jean-Jacques Becker, *op. cit.*, p. 255.

9. *Ibidem*.

10. Jean-Marie Colombani, Hugues Portelli, *Le Double septennat de François Mitterrand. Dernier inventaire*, Paris, Grasset, 1995, p. 274 ; Franz-Olivier Giesbert, *Jacques Chirac*, Paris, Seuil, 1987, p. 85 ; cités par Jean-Jacques Becker, *op. cit.*, p. 255.

C'est au Premier ministre qu'il revient de « fixer le rythme, la méthode et l'ampleur de la réforme », et Pierre Mauroy tient à ne prendre les décisions qu'à l'issue de la délibération organisée dans le cadre de multiples réunions interministérielles, souvent longues. Il attache une grande importance à la parole des ministres, face aux technocrates, car il entend « rendre à la politique son droit de cité dans la délibération gouvernementale » (*Mémoires*, p. 198-199). Il présente les réformes réalisées sous son autorité comme essentiellement collectives même si elles portent le nom d'un ministre et qu'elles sont souvent empreintes de ses arbitrages. Comme le président, il souhaite que les ministres se connaissent et discutent entre eux ainsi qu'ils peuvent le faire avant le conseil des ministres hebdomadaire qui est précédé d'un rendez-vous entre les deux têtes de l'Exécutif, prévu pour une demi-heure mais qui est souvent plus long (*Mémoires*, p. 180). Tous deux sont attachés au parlementarisme (conformément à la 46<sup>ème</sup> des 110 propositions du candidat Mitterrand) ; aussi le Premier ministre encourage-t-il le débat avec les élus, pratique la concertation, tient compte des vœux exprimés par ses propres troupes. Le 2<sup>ème</sup> gouvernement comprend le plus grand nombre de députés depuis 1958 (29, alors qu'ils n'étaient jamais plus de 15 jusqu'alors). Mais dans les faits, « la législature 1981-1986 est la moins favorable au parlementarisme depuis 1958 avec à peine 9 % des lois adoptées émanant de propositions parlementaires (11,5 % sous De Gaulle, 16,5 % sous Pompidou, 12,5 % sous Giscard d'Estaing). Bien plus, le gouvernement « renforce la discipline de groupe et recourt aux commissions mixtes paritaires, voire aux ordonnances ou à l'article 49.3 »<sup>11</sup> car l'opposition lui livre une véritable guerre de tranchée - elle s'appuie sur le Sénat, multiplie les amendements<sup>12</sup>, pratique l'obstruc-

11. Éric Anceau, *op. cit.*, p. 298-299.

12. 2204 dans la discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur, 2378 dans celle du projet de loi sur la presse pendant laquelle fut votée la « censure simple » contre François d'Aubert, Alain Madelin, Jacques Toubon. (Jean-Jacques Becker, *op. cit.*, p. 307).

tion, saisit systématiquement le Conseil constitutionnel, participe à des manifestations - tandis qu'il est en butte aux surenchères de sa majorité. En effet, Pierre Mauroy n'a pas toujours des rapports faciles avec le PS qui est associé à l'action gouvernementale. Pour ce faire, se tient tous les mardis un petit déjeuner à l'Elysée qui « rassemble autour du chef de l'État, le Premier ministre, le premier secrétaire du PS, Lionel Jospin, ainsi que Jean-Louis Bianco et Jacques Attali ». Pierre Mauroy souhaite y évoquer un maximum de dossiers et « vérifier que ses décisions ne heurtent ni la sensibilité du président de la République, ni celle du leader socialiste ».<sup>13</sup> Il a parfois maille à partir avec l'aile gauche, les conventionnels, les partisans les plus farouches de la laïcité... Ainsi à propos des outrances du congrès de Valence, en octobre 1981 où s'illustra notamment Paul Quilès, récemment disparu et surnommé depuis lors à droite « Robespaul », il déclare « Je ne comprends toujours pas la position des ultras » et parle de « dérive déraisonnable » (*Mémoires*, p. 193). Sans doute a-t-il eu le même sentiment après les propos de Jack Lang le 17 novembre 1981 : « Les Français ont franchi la frontière qui sépare la nuit de la lumière » ou ceux d'André Laignel le 19 janvier 1982 : « Vous avez juridiquement tort parce que vous êtes politiquement minoritaires ». De même, il refrène l'ardeur épuratrice de ses amis politiques.

Comme Pierre Mauroy l'écrit, « la fonction de Premier ministre est dominée par les faits qui ne laissent pas de place aux états d'âme » (*Mémoires*, p. 216), d'où l'importance de son entourage à Matignon sur lequel il peut s'appuyer, outre les multiples conseillers. Peuvent être cités, sans être exhaustif : les directeurs de cabinet : Robert Lion puis Michel Delebarre à partir de 1982 ; le conseiller chargé de la communication, de la rédaction des discours et des publications : Thierry Pfister ; Jean-Michel Rosenfeld qui assure la revue de presse de chaque matin ; Lyne Cohen-Solal qui travaille à la cellule discours, puis au service de presse ; Marie-Jo Pontillon chargée de l'ordonnancement de son emploi du temps...

13. Thierry Pfister, *op. cit.*, p. 150.

Pierre Mauroy veille à l'amélioration des conditions de travail du personnel de Matignon. En militant socialiste fidèle, reconnaissant et conscient de l'importance de l'histoire, il a tenu à rendre hommage à Léon Blum peu après sa nomination en reconstituant son bureau de 1936 et en déposant une gerbe au cimetière de Jouy-en-Josas.

Une de ses premières tâches est la formation du gouvernement.

## La formation des deux premiers gouvernements

### Le 1<sup>er</sup> gouvernement (Cf. *Ce jour-là*, p. 217-221)

Formé le 22 mai 1981, réuni en conseil le 27, il sera éphémère puisqu'un nouveau sera constitué dès après les élections législatives. Il est fort de 41 membres. Selon le Premier ministre, sa formation est longue mais pas très difficile car les listes de Matignon et de l'Élysée concordent. Comme François Mitterrand, il n'estime pas judicieux de faire aussitôt appel aux communistes afin de ne pas effrayer inutilement une partie de l'électorat mais aussi dans l'espoir d'un mauvais résultat du PC aux prochaines élections législatives qui réduirait ses prétentions.

Les départements ministériels sont souvent confiés à des personnalités qui au PS étaient responsables de domaines leur correspondant. Il convient, bien sûr de faire place aux différentes sensibilités et régions, de récompenser les bons et loyaux services.

Le choix de Claude Cheysson aux Relations extérieures (autrefois Affaires étrangères), de Charles Hernu à la Défense, de Jack Lang à la Culture ne pose pas de problèmes particuliers. Il n'en est pas de même pour certains portefeuilles. Gaston Defferre souhaite être ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, alors que François Mitterrand le verrait plutôt président de la prochaine Assemblée nationale et que Pierre Mauroy le juge trop « départementaliste ». Le maire de Marseille obtient gain de cause avec le titre de ministre d'État. Michel Rocard voudrait l'Éducation nationale ce que refuse François Mitterrand ; elle est confiée à Alain Savary, malgré les préventions du président à son égard, et le maire de Conflans-Sainte-

Honorine reçoit le Plan et l'Aménagement du territoire avec le titre de ministre d'État. Jean-Pierre Chevènement souhaiterait être chargé du ministère de l'Économie ; son vœu n'étant pas assouvi, il refuse tout autre poste ce qui inquiète l'Élysée et Matignon ; finalement il accepte la Recherche avec le titre de ministre d'État. Pierre Mauroy doit batailler pour qu'André Chandernagor soit nommé aux Affaires européennes et l'opposition définitive de François Mitterrand à la nomination d'Hubert Dubedout, maire de Grenoble, à l'Équipement et à l'Urbanisme est une réelle déception pour le maire de Lille. Roger Quilliot, maire de Clermont-Ferrand, est nommé ministre du Logement puis ministre de l'Urbanisme et du Logement<sup>14</sup>.

Une place plus importante qu'auparavant est accordée aux femmes avec Nicole Questiaux (ministre d'État, Affaires sociales), Édith Cresson (Agriculture), Yvette Roudy (Droits de la femme), Edwige Avice (Jeunesse et Sports) Catherine Lalumière (secrétaire d'État à la Fonction publique et aux Réformes administratives puis à la Consommation), Georgina Dufoix (secrétaire d'État à la Famille).

Michel Jobert, ancien très proche collaborateur de Georges Pompidou, ministre d'État, en charge du Commerce extérieur symbolise l'élargissement souhaité de la majorité présidentielle. Certains titres font preuve d'originalité : la Mer pour Louis Le Pensec, le Temps libre pour André Henry...

Pierre Mauroy a avancé les noms de Claude Estier (directeur de *L'Unité*) et de Roland Dumas (très proche du président) mais François Mitterrand « veut garder des cartouches pour la suite de l'histoire » qui se profile rapidement.

### Le 2<sup>ème</sup> gouvernement (Cf. *Ce jour-là*, p. 222-225)

Il est formé, après les élections législatives, le 23 juin. Il compte quarante-quatre ministres dont vingt-neuf députés et beaucoup de reconduits.

14. Élu sénateur du Puy-de-Dôme en septembre 1983, il cède son portefeuille à Paul Quilès le mois suivant.

Il est remarquable par la nomination de Robert Badinter à la Justice et de quatre membres du Parti communiste. Leur entrée n'était, mathématiquement, pas nécessaire, mais le président de la République veut apparaître comme le rassembleur de la gauche, estime que le PCF représente « dans la vie du pays un poids beaucoup plus grand que son score électoral », et espère « la neutralisation des forces sociales et syndicales influencées par lui »<sup>15</sup>. C'est la première fois depuis 1947. À l'extérieur, les réactions sont mitigées : curiosité, incompréhension, voire hostilité à Washington, Londres, Bonn. À l'intérieur cela accroît la crainte des possédants, accélère la fuite des capitaux, accentue la spéculation contre le franc. Comment sont-ils désignés ? Pierre Mauroy raconte la conversation téléphonique qu'il a eue à ce sujet avec Georges Marchais : « Alors, des ministères, combien tu m'en donnes ? ». François Mitterrand a refusé que soit ministre le secrétaire général du PCF auquel est accordé quatre portefeuilles, proportionnellement au nombre de députés communistes, de députés communistes et de ministères. « Quatre ? C'est pas beaucoup ! Nous, on pensait plutôt six ou même sept » dit Georges Marchais.

Jack Ralite que le PC voyait à la Culture obtient la Santé ; Charles Fiterman, espéré aux Affaires extérieures, est ministre d'État, chargé des Transports. Le PC délègue Marcel Rigout, « le ministre métallo », à la Formation professionnelle et Anicet Le Pors à la Fonction publique. Il s'agit de responsabilités principalement techniques et non pas de ministères régaliens, conformément à une règle établie par le général de Gaulle à la Libération et toujours suivie<sup>16</sup> car le PCF n'est pas un parti comme les autres, surtout en temps de guerre froide. Ces quatre ministres, efficaces et solidaires « ont posé moins de problèmes que bien des ministres socialistes ».

15. Jean-Jacques Becker, *op. cit.*, p. 256.

16. Dans le gouvernement Ramadier (22 janvier-21 octobre 1947), François Billoux est ministre de la Défense nationale, jusqu'au 5 mai 1947, mais il est flanqué d'un MRP, Paul Coste-Floret, à la Guerre.

Ce gouvernement connaîtra quelques changements. En juin 1982, N. Questiaux, qui n'était plus ministre d'État, est remplacée par P. Bérégovoy, (Affaires sociales). Après l'attentat de la rue des Rosiers, le 9 août 1982, Joseph Franceschi est nommé secrétaire d'État à la sécurité intérieure, ce qui déplaît à Gaston Defferre. En décembre 1982, Jean-Pierre Cot cède la place à Christian Nucci à la Coopération et au Développement, ce qui fut « une erreur » selon le Premier ministre (*Mémoires*, p. 283). Cette équipe se met aussitôt au travail car les ambitions et les tâches pour les réaliser sont très grandes.

### **De « l'état de grâce » au « gouvernement courageux » : l'œuvre des gouvernements Mauroy**

(*Mémoires*, p. 183 et 247)

#### **Le socle du changement**

##### **Des réformes très nombreuses et très importantes, les plus importantes depuis 1936 et la Libération**

Elles sont annoncées dans le discours de politique générale du 8 juillet 1981 dans lequel le Premier ministre promet un élan de réformes visant à mettre en application les 110 propositions du candidat Mitterrand.

En raison du cadre limité de cette intervention et de la renommée de ces réformes déjà évoquées dans la présentation de ce colloque, il n'en sera fait qu'un bref rappel par grands domaines avec quelques remarques.

##### *Le progrès social*

Les réformes sont prises à l'initiative du gouvernement et non pas à l'issue d'une crise ou d'une négociation au risque d'affaiblir les organisations syndicales, note Pierre Mauroy, mais le gouvernement obtient d'elles « un

relais franc et loyal » en 1981-1982, notamment de la part de la CFDT alors dirigée par Edmond Maire (*Mémoires*, p. 204). Les premières remontent au 3 juin comme il a été vu *supra*.

Suivent la retraite à 60 ans, la 5<sup>ème</sup> semaine de congés payés, la semaine de 39 h avec compensation intégrale de la perte subie par les salariés imposée par François Mitterrand, ce qui crée « la première tension indéniable » entre l'Élysée et Matignon. Cette diminution de la durée du travail explique en partie la création du ministère du Temps libre - qui est aussi une référence et un hommage à 1936 et à Léo Lagrange - « conçu comme un enrichissement sur le plan de la culture et de la vie personnelle » (*Mémoires*, p. 205, 204). Ces mesures sociales doivent contribuer à la relance économique selon une logique keynésienne par une augmentation de la consommation liée à celles du pouvoir d'achat et du temps de loisir. Peuvent être cités encore : le remboursement de l'IVG (décembre 1982) - grâce à Yvette Roudy soutenue par le Premier ministre, malgré l'opposition du président de la République qui, exceptionnellement « a manifesté une désapprobation écrite » (*Mémoires*, p. 258) - ; l'ISF ; l'égalité femmes-hommes pour les droits et les salaires ; la loi Quilliot (22 juin 1982) qui régit les rapports entre bailleurs et locataires dans un sens moins défavorable aux seconds qu'auparavant mais elle tend à décourager les investisseurs institutionnels et les propriétaires si bien qu'il fut construit moins de logements que prévu et que sous le septennat précédent ; les Lois Auroux, innovation majeure, sur les droits des salariés dans l'entreprise (4 août, 28 octobre, 13 novembre, 23 décembre 1982) à l'élaboration desquelles Martine Aubry a contribué.

#### *Les droits et Libertés*

Là aussi, les mesures sont nombreuses : suppression de plusieurs milliers d'écoutes téléphoniques ; large loi d'amnistie ; suppression des juridictions d'exception ; abolition de la peine de mort pour laquelle l'action de Robert Badinter a été déterminante ; droit de saisir la Cour européenne des droits de l'homme ; statut d'objecteurs de conscience ; réforme du mode de

scrutin municipal qui permet de mieux représenter la population dans les conseils municipaux...

#### *Les nationalisations*

Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'extension du secteur public, député du Nord, proche de Pierre Mauroy est chargé de cet important dossier dont la discussion constitue « la première épreuve du feu du gouvernement » car il y a des dissensions à leur sujet. Le PCF, la gauche du PS, Jean-Pierre Chevènement, François Mitterrand (semble-t-il ?) sont pour un contrôle public à 100% et s'étendant aux filiales des groupes nationalisés tandis que Jacques Delors, Michel Rocard et Robert Badinter pensent que 50% ou une minorité de blocage suffirait et souhaitent une moindre extension du champ des nationalisations. Mais le PCF n'en fait pas une arme de blocage et Pierre Mauroy obtient dans la loi du 13 février 1982 le maintien des groupes dans leur configuration d'alors et l'affirmation de l'autonomie des entreprises publiques (*Mémoires*, p. 190). En fait, il s'agit d'étatisations beaucoup plus que de nationalisations et, a fortiori, de collectivisations.

#### *La décentralisation*

C'est une vieille revendication du PS dont plusieurs responsables (Defferre, Mauroy, Savary) sont ou ont été des présidents de conseils régionaux dans le cadre des établissements publics régionaux établis par la loi du 5 juillet 1972. Dès le début de 1980, après le congrès de Metz, François Mitterrand a confié à Pierre Mauroy « la responsabilité d'un groupe de travail commun au groupe parlementaire et au PS afin de dessiner les contours de la future réforme de la décentralisation » (*Mémoires*, p. 154). Michel Delebarre a joué un grand rôle dans l'élaboration des lois qui mettent fin à la tutelle préfectorale, créent les régions, transfèrent des compétences au profit des collectivités territoriales. Le Premier ministre qui aurait voulu de plus grandes régions et un mode de scrutin régional et non pas départemental, en a parlé comme d'une « bouffée d'oxygène qui a

revitalisé nos territoires et dynamisé nos villes » (*Mémoires*, p. 208). Depuis, l'optimisme est quelque peu retombé comme en témoignent les travaux de Christophe Guilluy (*La France périphérique*, Paris, Flammarion, 2014) ou les méfaits, selon certains, de la métropolisation.

#### *La culture<sup>17</sup> et l'audiovisuel*

Pour le Premier ministre, « le socialisme se trahirait s'il ne proposait pas un projet culturel » (301) et un gouvernement de gauche se doit d'impulser un nouvel élan, une démocratisation qu'allait incarner Jack Lang. Le ministre de la Culture s'efforça d'enrichir la création artistique dans tous les domaines mais il « ne fut pas toujours un ministre discipliné, car trop souvent enclin à solliciter du président de la République des arbitrages qu'il n'obtenait pas du Premier ministre » dont Jérôme Clément fut le conseiller chargé de la Culture, des Relations culturelles internationales et de la Communication (*Mémoires*, p. 301 et 300). Parmi les grandes décisions peuvent être cités la marche vers le doublement du budget de la Culture (0,48 % → 0,89 %), le prix unique du livre (août 1981), le fonds de financement pour le cinéma...

Dans l'audiovisuel dont Georges Fillioud, en tant que ministre de la Communication, avait la charge, sont prises des mesures de démocratisation, de libération avec la suppression du monopole de la télé-radio-diffusion ou la création de la Haute autorité de l'audiovisuel. Ces nombreux changements affectèrent-ils pour autant les milieux dirigeants ?

#### **Un renouvellement des élites<sup>18</sup> ?**

Dans l'Assemblée nationale élue en juin 1981<sup>19</sup>, on note un changement, évident avec l'arrivée de 191 nouveaux députés, un renouvellement au

17. Voir *Pierre Mauroy et la Culture*, Textes réunis par Jean-Marc Guislin, *Revue du Nord*, Hors série, Collection Histoire, No 36, 2018.

18. Pour ce développement, les informations sont extraites d'Éric Anceau, *op. cit.*, p. 295-298.

19. Voir Luc Rouban, *Sociologie des députés sous la V<sup>e</sup> République (1958-2007)*, Cahiers du Cévipof, n° 55, septembre 2011, cité par Éric Anceau, *op. cit.*

profit des classes moyennes (39 %), du secteur public (55 %), des professeurs de l'enseignement secondaire (20 %, presque tous socialistes, souvent barbus), des femmes (6 %). On enregistre une baisse des couches populaires (12 %) et un recul marqué des artisans et commerçants (1 %), des agriculteurs (3 %) et des avocats (5 %).

En revanche, on ne constate pas une modification notable de la sociologie des ministres<sup>20</sup>, même si les 4 ministres communistes sont d' « authentiques fils du peuple » (Fiterman électricien, Rigout métallo).

Les cabinets ministériels<sup>21</sup> continuent de faire appel aux réseaux professionnels et aux grands corps, notamment l'ÉNA qui y progresse. Les liens familiaux et maçonniques jouent plus qu'avant ainsi que « le désir de récompenser des fidélités politiques longtemps brimées », d'où un gonflement sans précédents des effectifs (417 conseillers officiels, plus de 500 officieux). Moins du sixième des directeurs de ministère est remplacé dans les quatre mois qui suivent l'élection de François Mitterrand, « la plupart des ministères sont peu touchés » sauf les Affaires étrangères, l'Intérieur, la Justice, l'Éducation nationale et la Culture. Pour certains, cela est insuffisant, d'où les propos de Paul Quilès à Valence. Au bout de deux ans, 70 % des directeurs d'administration centrale auront été remplacés.

En fait, comme le souligne Éric Anceau, « la gauche ne remet en cause ni l'existence, ni la formation, ni les privilèges des grands corps » (malgré les sévères critiques de Jean-Pierre Chevènement envers l'ÉNA (*L'Énararchie ou les mandarins de la société bourgeoise*, Paris, La Table ronde, Collection La table ronde de combat, 1967), mais elle opère une véritable épuration au sein de l'audiovisuel, de la haute fonction publique, de la direction des grandes entreprises publiques, du corps préfectoral et parmi les recteurs (24 sur 29 sont remplacés).

20. Voir Jean Cabannes, *Le personnel gouvernemental sous la V<sup>e</sup> République (1958-1986)*, LGDJ, 1990, cité par Éric Anceau, *op. cit.*

21. Voir les nombreuses études de Danièle Lotchak sur la haute administration française, citées par Éric Anceau, *op. cit.*

Tous ces changements sont liés à une action réformatrice intense et rapide qui est vite enrayée par la dégradation de la situation économique et financière qui contraint le gouvernement à infléchir sa politique.

## De la rigueur à l'austérité

### Juin 1982 : le tournant de la rigueur, premier grand virage économique du septennat

L'échec de la reprise économique, l'augmentation de l'inflation, le déficit du commerce extérieur et de la balance des paiements, l'aggravation du chômage sont inquiétants d'autant plus que la France, qui pratique seule une relance de type keynésien et accroît la place de l'État dans l'économie, est isolée face aux États-Unis, au Royaume-Uni et à l'Allemagne fédérale qui mènent des politiques économiques libérales. Pierre Mauroy perçoit le danger très tôt et bien plus que nombre de responsables socialistes, optimistes, mal informés, irréalistes qui « cultivent une logique de course en avant » (*Mémoires*, p. 215). Il craint que cette situation ne se transforme en crise qui remettrait en cause l'existence même de l'expérience socialiste, d'autant que les élections cantonales de mars 1982 sont mauvaises pour la gauche qui recule dans l'opinion. Il veut absolument que le gouvernement de la Gauche unie dure plus longtemps que celui du Front populaire ou celui du Front républicain afin d'agir efficacement. Mais le président de la République et le Premier ministre ne sont plus totalement en phase, d'où une bataille d'influence entre les cabinets de Maignon et de l'Élysée.

François Mitterrand espérait diminuer l'isolement de la France à l'occasion du sommet de Versailles (4-6 juin 1982) dont les fastes exceptionnels et coûteux contrastent avec la situation du pays et la vie quotidienne de l'électorat populaire. Il n'en est rien. Pierre Mauroy et son cabinet (Jean Peyrelevade, Henri Guillaume) réfléchissent, avec Jacques Delors, aux mesures à prendre : dévaluation, blocage des prix et des salaires pour 3 mois, restrictions budgétaires, resserrement du crédit. Selon le Premier

ministre, « l'ambiance est grave, la période exigeante, l'humeur générale maussade » (*Mémoires*, p. 11) d'autant qu'il trouve très peu de soutiens au gouvernement. Charles Fiterman désapprouve cette option mais en termes mesurés (*Mémoires*, p. 221). Finalement le président de la République accepte ces mesures et accorde même 4 mois de blocage ; c'est le premier plan de rigueur (13 juin)

Pierre Bérégovoy remplace Nicole Questiaux aux Affaires sociales qui a déclaré « Je ne serai pas la ministre des comptes ». Il doit « prolonger la rigueur sur le terrain des équilibres de la Sécurité sociale » (*Mémoires*, p. 252). Mais les priorités de lutte contre le chômage et de politique sociale sont maintenues. Il s'agit de « mettre la rigueur au service d'un projet de développement » (*Mémoires*, p. 246).

Le 25 août 1982, lorsque Pierre Mauroy lui rend visite à Latché, François Mitterrand le soutient mais exprime des doutes. Il cherche implicitement une politique de rechange que « les visiteurs du soir » vont lui suggérer de plus en plus fortement. L'hôte de Maignon éprouve donc un sentiment d'isolement, d'autant plus qu'à l'automne 1982, lui et ses conseillers perçoivent que les mesures prises en juin ne suffisent pas : il faut poursuivre et accentuer l'effort de rigueur mais il va falloir aussi convaincre l'Élysée.

### Mars 1983 : l'austérité

#### 3<sup>ème</sup> dévaluation et 2<sup>ème</sup> plan de rigueur

Ce nouveau tournant est décidé après bien des hésitations de la part du président de la République qui laisse le Premier ministre dans l'expectative et donc dans une position très inconfortable qui évoque « Dix jours en mars » (*Mémoires*, p. 270 et sq.) alors que la gauche a réalisé un mauvais premier tour aux élections municipales mais connaît un sursaut au second (6 et 13 mars).

Le 14 mars, François Mitterrand annonce son intention de faire sortir le franc du Système monétaire européen (SME), ce que refuse Pierre Mauroy qui, dans ce cas, préférerait démissionner. Il ne saurait renoncer

à l'ambition européenne portée par les socialistes et est convaincu de la nécessité de dévaluer et de restructurer l'industrie. Le président est « stupéfait » et réfléchit encore. Les « visiteurs du soir » (Pierre Bérégovoy, Laurent Fabius, Jean Riboud, Jean Deflassieux, Pierre Uri, Jean-Pierre Chevènement)<sup>22</sup> poussent à la sortie du SME et Pierre Mauroy se demande s'il doit partir ou rester. Laurent Fabius aurait changé d'opinion, selon le Premier ministre, après un échange avec Michel Camdessus, le gouverneur de la Banque de France, ce qui aurait conduit François Mitterrand à suivre l'avis du maire de Lille qui veut renforcer la rigueur en l'accompagnant d'« une forte détermination politique pour, coûte que coûte, maintenir le cap des réformes ». Le 21 mars le franc est dévalué pour la troisième fois, le 25 mars est annoncé le second plan de rigueur qui consiste, entre autres, en un emprunt obligatoire, des réductions de crédits, le renforcement du contrôle des changes, la réduction du déficit budgétaire... Il s'agit en fait d'un « plan d'austérité », même si le Premier ministre et son équipe refusent d'employer le terme, qui « prélève sur la demande intérieure une somme considérable, environ 65 milliards de francs pour la seule année 1983 »<sup>23</sup>. Ces mesures sont complétées, le 29 mars 1984 par le plan de restructurations industrielles, vivement souhaité par la CEE, qui concerne la construction navale, les charbonnages et la sidérurgie. L'Exécutif a souhaité qu'un nouveau gouvernement, toujours dirigé par Pierre Mauroy, mette en œuvre ce deuxième plan de rigueur.

*Le 3<sup>ème</sup> gouvernement : « le second souffle » (Mémoires, p. 290 et sq.)*

Sa composition est annoncée les 22 et 24 mars et le Premier ministre l'appelle « Le Quinze de France ». En réalité, 16 ministres siègeront désormais à tous les conseils des ministres, contrairement aux 8 ministres délégués et aux 19 secrétaires d'État, dont le total constitue un gouvernement encore très nombreux. Ce remaniement vise « à ouvrir de

22. Voir Thierry Pfister, *op. cit.*, p. 237-238.

23. Jean-Jacques Becker, *op. cit.*, p. 295.

nouvelles perspectives, à s'armer pour une période difficile, à resserrer les rangs. » Il n'y a plus de ministres d'État ; Michel Jobert, Jean-Pierre Chevènement, André Delelis n'en font plus partie ; Jacques Delors est promu numéro 2. On note quelques glissements – Laurent Fabius à l'Industrie, Michel Rocard à l'Agriculture, Jack Ralite à l'Emploi, Édith Cresson au Commerce extérieur, Michel Crépeau à l'Artisanat – et des arrivées - Huguette Bouchardeau (PSU) à l'Environnement qui incarne l'élargissement à l'extrême gauche, Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'État à l'Éducation nationale assure un second portefeuille au MRG en remplacement de François Abadie jusque-là ministre du Tourisme. Si le gouvernement est absorbé par la mise en œuvre des mesures économiques, il dépose aussi un projet de loi antitrust dans la presse (23 novembre) dont la discussion est des plus houleuses et adopte, le 18 avril 1984, celui sur l'école laïque. Le plan de restructurations industrielles suscite de vives réactions avec de grandes manifestations ouvrières et provoque des tiraillements au sein de la majorité, notamment chez les communistes. Pour clarifier la situation, le Premier ministre « engage la responsabilité de son gouvernement, le 18 avril 1984, sur une déclaration de politique générale qui pose crûment la question de la modernisation industrielle » (*Mémoires*, p. 297). La confiance lui est votée par toute la gauche mais la discussion a révélé de profondes divisions, notamment au sein même du PCF entre Georges Marchais et Charles Fiterman, encore aggravées après son échec aux élections européennes (17 juin). Pierre Mauroy souligne une nouvelle fois que les ministres communistes ne lui ont jamais manqué et salue la qualité des relations qu'il entretient avec eux, empreintes de cordialité, ce qui est rare entre communistes et socialistes (*Mémoires*, p. 299).

Pour le Premier ministre la situation est très difficile : l'économie et l'industrie se portent mal ; le chômage continue d'augmenter ; le gouvernement français est isolé face aux responsables conservateurs étrangers et fait face à l'impopularité... Jean-Jacques Becker présente l'année 1984 comme

24. *Op. cit.*, p. 298.

« le calvaire de Pierre Mauroy »<sup>24</sup> (298) qui lui-même écrit : « Ça va de plus en plus mal et les Français expriment leur mécontentement sur tous les sujets qui les fâchent » (*Ce jour-là*, p. 262) et spécialement sur l'école.

### **La question de l'école, pierre d'achoppement du dernier gouvernement Mauroy**

L'enseignement, dont une bonne partie des agents vote socialiste, ne fut pas oubliée, - il faut soigner sa clientèle (!) -, avec d'importantes réformes menées sous la responsabilité d'Alain Savary : doublement du budget (150 milliards de francs ; 50 000 emplois créés ; revalorisations statutaires) ; zones d'éducation prioritaires (ZEP, plus de 360 créations) ; projet d'établissement dans le cadre d'une plus grande autonomie des établissements.

La loi du 26 janvier 1984 contribue à la démocratisation de l'Université avec le principe de l'accès de tous les bacheliers au premier cycle des enseignements supérieurs ou encore une gestion plus démocratique des établissements supérieurs faisant une part plus belle aux étudiants et aux corps non magistrats.

Mais c'est sur l'abandon d'une grande ambition, celle d'un grand service public unifié et laïc de l'Éducation nationale (90<sup>ème</sup> proposition du candidat Mitterrand), le 10-12 juillet 1984, que s'achève le séjour de Pierre Mauroy à Matignon, malgré une élaboration patiente et concertée mais qui souffrit de l'opposition virulente et massive de la droite, des partisans de l'école privée et d'une partie du clergé catholique (Mgr Lustiger, archevêque de Paris soutenu par Jean-Paul II) ainsi que de la surenchère laïque de certains socialistes. Des élus comme Pierre Joxe, Louis Mermaz, Michel Charasse<sup>25</sup>, Jean Poperen, André Laignel et Bernard Derosier (*Mémoires*, p. 313) et peut-être aussi Lionel Jospin - qui n'ont reçu aucun signal d'hostilité de la part du président de la République qui se refuse à faire passer le texte en

25. Le sénateur du Puy-de-Dôme et conseiller de François Mitterrand a avancé l'idée des deux référendums un premier sur les garanties fondamentales en matière de liberté publique, un second sur la loi Savary qui permettrait de garder Pierre Mauroy à Matignon.

force - veulent rééquilibrer le projet de loi jugée insuffisamment favorable à l'enseignement public, voire souhaitent son retrait pour renforcer ultérieurement l'école laïque. Selon Pierre Mauroy, François Mitterrand en retirant ce texte (peut-être aussi sous l'influence de sa sœur qui travaillait aux Éditions Bayard et d'Anne Pingeot (*Ce jour-là*, p. 269) - ce que ne souhaitait pas le PCF - fit « une erreur d'analyse, sans doute une des plus lourdes de son septennat ». Pour lui, « l'école publique devait [en] subir longtemps les effets désastreux » (*Mémoires*, p. 319) et cette reculade tua la ferveur des enseignants, même si, tactiquement, le président de la République avait peut-être raison.

Se sentant désavoué, Alain Savary présente sa démission le 17 juillet, bientôt suivi par le Premier ministre qui estime que la loi était bonne, que son retrait est le mépris d'un engagement. Il a aussi ressenti amèrement l'absence de soutien des socialistes. François Mitterrand a cédé à de multiples pressions mais il a tout fait pour le retenir (*Ce jour-là*, p. 274). À ce moment, Pierre Mauroy est le Premier ministre le plus impopulaire de la V<sup>ème</sup> République : 25 % d'opinions positives, 68 % refusent de lui faire confiance<sup>26</sup>, - le redressement économique étant plus sensible dans les statistiques que dans la vie de tous les jours. En se retirant, il laisse au président de la République la possibilité d'engager une nouvelle étape de son action à la tête de l'État.

## **Conclusion**

Nombreux considèrent son départ et celui des ministres communistes comme « une trahison des idéaux de gauche par les dirigeants socialistes auxquels l'exercice du pouvoir aurait tourné la tête »<sup>27</sup>. Il est vrai que le contraste est saisissant entre Pierre Mauroy un professeur de

26. *Le Monde* du 19 juillet 1984, cité par Jean-Jacques Becker, *op. cit.*, p. 315.

27. Éric Anceau, *op. cit.*, p. 300.

l'enseignement technique et le nouveau Premier ministre Laurent Fabius - grand bourgeois, bardé de diplômes, à l'ascension politique rapide, mais élu dans une circonscription ouvrière (2<sup>ème</sup> circonscription de la Seine-Maritime autour de Grand-Quevilly). Certains n'ont-ils pas parlé, sans le recul et la pondération nécessaires, de « l'insuffisance » du Nordiste<sup>28</sup> ? Le 20 juillet, jour du premier conseil des ministres du nouveau gouvernement, Laurent Fabius rend « un bref hommage » à son prédécesseur et conclut : « Mais c'est le passé et nous sommes là pour préparer l'avenir ». François Mitterrand l'approuve mais ajoute : « Je tenais à préciser que, pour ma part, lorsque je songe à l'avenir, je revois Pierre Mauroy »<sup>29</sup>.

Après sa démission, Pierre Mauroy connaît des heures pénibles, « un sentiment de vide, un moment de fragilité », mais il écrit aussi : « Pour ma part, les choses n'ont pas été tragiques »<sup>30</sup>. En effet, ses fonctions de maire de Lille, de président de la CDUL, de président du comité mondial des villes jumelées, de parlementaire, de Premier secrétaire du PS, de président de l'IS lui ont permis de rebondir.

Toutefois, son séjour à Matignon relativement long (comparable à ceux, avant lui, de Michel Debré, Jacques Chaban-Delmas, et, après lui, de Michel Rocard, Jean-Pierre Raffarin, Édouard Philippe) demeure le moment le plus important de sa carrière politique. Certes, trois dévaluations, des échecs électoraux pour la gauche, l'aggravation du chômage (deux millions en avril 1983), l'impopularité<sup>31</sup>, le début de montée de l'extrême droite (11% aux élections européennes de 1984) ne peuvent être ignorés. Mais sont à son

28. Jean-Marie Colombani, *Le Monde*, 19 juillet 1984, cité par Jean-Jacques Becker, *op. cit.*, p. 315

29. Thierry Pfister, *op. cit.*, p. 358-359.

30. Voir le texte de présentation du colloque.

31. Une trentaine d'années plus tard, l'opinion a évolué. Si l'on en croit un sondage parmi les habitants de la métropole lilloise sur l'action de Pierre Mauroy, Premier ministre, 74 % ont un avis positif ; 64 % dans la catégorie socioprofessionnelle ouvrier ; mais 87,5 % l'évaluent négativement parmi les artisans/commerçants, *Pierre Mauroy passeur d'avenirs ?*, Jérôme Dupuis et Maryvonne Prévot (dir.), Villeneuve-d'Ascq, Presses du Septentrion, Collection Espaces politiques, 2020, p. 216.

actif la décentralisation, le renouveau de l'action culturelle et de grandes réformes sociales - il parle, à ce sujet, d'un « immense creuset d'imagination sociale » (*Mémoires*, 24) - qui lui ont permis, pour reprendre la formule de François Mitterrand, de « mettre du bleu au ciel » (*Mémoires*, p. 17).

### THIERRY PFISTER

Juste un mot en commentaire à propos du congrès de Metz, avant de donner la parole à Jean Auroux.

Marie-Joseph Pontillon racontait souvent que dans la tension qui a suivi entre Pierre Mauroy et François Mitterrand, entre Pierre Mauroy et les conventionnels pour parler plus clairement, elle maintenait ses déjeuners, si ma mémoire est bonne, hebdomadaires avec François Mitterrand et elle essayait de maintenir le lien entre les deux. Au cours d'un des déjeuners, François Mitterrand lui avait dit « Oh, mais Ma-Jo, vous savez bien que parmi les apôtres de Jésus, il y en a un qui l'a renié et pourtant c'est sur celui-là qu'il a construit son église ». Et Ma-Jo de dire : « Pierre ». « Ah c'est vous qui l'avez dit ».

Je reviens à Jean Auroux. En 1969, alors que je n'avais pas encore atteint le quart de siècle, François Mitterrand m'avait proposé de venir travailler avec lui. Dans le cours de la conversation il m'avait demandé si j'avais repéré une circonscription. Faute de mieux, mes parents habitant à l'époque Roanne, j'avais cité la cinquième circonscription de la Loire. François Mitterrand m'avait vivement encouragé. « Vous avez raison. Elle va tomber ». De fait, moins de dix ans plus tard, en 1976, Jean Auroux l'emportait sur Alain Terrenoire, le fils de l'ancien ministre gaulliste Louis Terrenoire, dans le canton sud de Roanne. Puis, l'année suivante, il enlevait la mairie à la tête de laquelle il est ensuite demeuré vingt-quatre ans (à quelques jours près) soit l'âge que j'avais lors de ce tête à tête avec François Mitterrand. Une expérience qui rendait légitime la fondation à son initiative de la Fédération des maires des villes moyennes qui est devenue Villes de France.

En 1978, Jean Auroux a débuté une décennie de vie parlementaire au cours de laquelle il a notamment présidé le groupe socialiste à l'Assemblée nationale.

Il demeure surtout l'emblématique ministre du Travail des deux premiers gouvernements Mauroy. Les « lois Auroux » constituent l'une des références majeures de cette période. Elles ont porté sur plus de 300 articles du code du Travail. Ces quatre textes ont établi les libertés des travailleurs dans l'entreprise, permis le développement des institutions représentatives du personnel, encadré la négociation collective et le règlement des conflits du travail et enfin créé les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

/ **JEAN AUROUX**

*Ancien ministre du Travail*

## PIERRE MAUROY, UN SOUTIEN FIDÈLE

Merci d'abord de l'invitation, merci de ce propos introductif et de ce retour sur des moments précieux que j'ai pu partager avec d'autres, comme l'a fait notre collègue universitaire.

### **Dans l'équipe de campagne**

Je voudrais dire pour commencer qu'au départ, je n'avais pas de perspectives politiques ou gouvernementales. C'est par défaut qu'en 1976 on m'a demandé d'être candidat au conseil général de la Loire où j'ai été élu contre Alain Terrenoire, qui était aussi député. Je me suis retrouvé conseiller général de la Loire, le plus jeune, avec un président du conseil qui s'appelait Antoine Pinay. Cela vous donne une idée de l'histoire.

Ensuite, en 1977, j'ai pris la mairie de Roanne, seul élu de gauche significatif avec une liste d'union de la gauche et un premier adjoint communiste. En 1978, on ne se posait pas de question sur le cumul des mandats, il fallait gagner. Je me retrouve parlementaire pendant trois ans. En 1981, François Mitterrand m'appelle pour faire partie de son équipe de campagne présidée alors par Paul Quilès et située tour Maine

Montparnasse. Je suis dans cette équipe, mais au titre du logement, j'étais en effet passionné d'urbanisme et d'architecture. Nous étions ligériens tous les deux sur le même fleuve, la Loire (Roanne et Nevers). Un jour, François Mitterrand me dit : « je voudrais que Hubert Dubedout s'occupe de la Fédération des élus socialistes et républicains ; vous aimez l'architecture et l'urbanisme, allez-y ». Je suis donc chargé du logement dans l'équipe de campagne.

Les élections arrivent. François Mitterrand est élu. On a gagné, c'était le bonheur dans la ville, comme dans toute la France. Je n'avais, dès lors, pas d'autre perspective que de poursuivre un parcours politique, d'autant que je m'étais engagé dans la fonction enseignante puisque j'avais été formateur de mes collègues dans l'académie de Lyon, que j'avais participé à la rédaction de manuels scolaires et que je préparais le concours d'inspecteur. On m'a proposé d'être candidat aux élections législatives par défaut puisque le secrétaire de section ne voulait pas y aller. Le PS était, à Roanne, en troisième position, derrière la droite et les communistes. J'y suis allé, j'ai été élu. Pour marquer cette victoire, j'ai été faire la fête avec une délégation municipale dans la ville jumelle espagnole de Guadalajara. Je n'étais pas en France quand François Mitterrand m'a invité à la réception à l'Elysée le jour de sa prise de fonction : « Mais vous, vous ne couchez pas à côté de votre téléphone ? » devait-il m'interroger plus tard. A l'époque, les portables n'existaient pas et ceux qui attendaient des perspectives gouvernementales ne bougeaient plus de chez eux. C'est donc à Guadalajara que je reçois un coup de fil de Pierre Bérégovoy, alors secrétaire général de la présidence : « Le président voudrait t'offrir le café le jour de sa prise de fonction ». Et il poursuit en riant : « Je crois qu'il ne va pas te proposer que le café ».

### **Les plus fortes réalisations politiques sous les deux gouvernements Pierre Mauroy**

Je rentre alors en France, en me disant que j'avais à peine trente-neuf ans (l'âge macronien si j'ose dire), et que j'allais seulement prendre un café.

Mais le président m'appelle et me dit : « Venez, je voudrais vous voir ». Nous entrons dans un salon de l'Elysée et il m'annonce : « J'ai pensé à vous pour le gouvernement ». Compte tenu de mon âge et des missions que j'avais effectuées auprès de lui, j'ai pensé à un secrétariat d'Etat au logement. Mais il poursuit : « J'ai pensé à vous pour le ministère du Travail ». Je suis sous le choc parce que, après vingt-trois ans sans alternance politique, la pression sociale était énorme. J'ai eu la bonne idée, si j'ose dire, de répondre : « Monsieur le président me fait beaucoup d'honneur, mais je dois vous dire que je ne suis pas juriste ». Je n'ai jamais oublié sa réponse : « Justement, je ne veux pas d'un juriste. Vous êtes maire d'une ville ouvrière », - Roanne, c'était entre autres le textile, la mécanique et l'armement - « je vous ai vu fonctionner avec les partenaires sociaux, c'est vous qui sentez les choses ». « Monsieur le président », ai-je répondu, « si c'est un avocat qui me dit que ce n'est pas important d'être juriste, ça me rassure ».

Je n'ai jamais oublié cette idée-là : « Je ne veux pas de juriste, je veux quelqu'un qui connaisse les hommes et le terrain ». Ces propos m'ont rappelé ce que Léon Blum a dit à un moment : « Ma décision est prise, faites venir les juristes ». François Mitterrand a toujours dit : « le droit est au service de la politique et pas l'inverse ». Cela m'a toujours guidé.

J'ai donc pris mes fonctions de ministre du Travail. Ma nomination a un peu surpris car je n'étais pas dans le premier rang des ministrables, ni dans les communiqués, ni pour les communicants de l'époque. Elle a aussi surpris du côté syndical comme du côté patronal, mais c'était un peu voulu, pour déstabiliser un contexte un peu trop empreint de liberté.

Je me suis mis au travail. Mon premier décret, cela a été dit tout à l'heure, signé avec Jacques Delors, annonçait une augmentation de 10 % du SMIC, avec un effet de 50% seulement sur les charges sociales. En 1981, nous avons fait voter une loi d'amnistie, notamment pour des syndicalistes qui avaient un peu malmené quelques chefs d'entreprise.

C'est donc pendant les deux premiers gouvernements de Pierre Mauroy et avec lui que j'ai ressenti les plus grandes émotions, envisagé les plus

grandes perspectives et conduit les plus fortes réalisations politiques. On se comprenait bien, tous les deux enseignants. Nous entretenions des relations humaines et pas simplement politiques.

J'ai donc travaillé avec enthousiasme. Un jour, en conseil des ministres, François Mitterrand s'est adressé à moi : « Monsieur le ministre, je voudrais que vous fassiez un rapport sur les nouveaux droits des travailleurs ». Sur ce point, il y avait de la substance, notamment ses 110 propositions, le volet social du Conseil national de la Résistance dont je me suis inspiré, le programme commun de gouvernement qui a été un fort moment de discussion et aussi des propositions de loi de la gauche, y compris des socialistes, dont quelques-unes étaient même un peu exotiques. J'avoue qu'il est plus facile de préparer des lois dans l'opposition que lorsqu'on est au gouvernement.

Le 8 octobre 1981 - c'est un précieux souvenir - j'ai publié le rapport sur les nouveaux droits des travailleurs à la demande de François Mitterrand, avec Bernard Brunhes qui suivait ce dossier à Matignon, avec Michel Praderie qui était mon directeur de cabinet et avec Martine Aubry qui m'avait rejoint, l'ayant recrutée pour ses compétences en matière sociale et qui eut le bon goût de ne pas préciser qui était son père, Jacques Delors, ce que j'ai apprécié.

## Les lois sur les nouveaux droits des travailleurs

On a vraiment beaucoup travaillé, « squattant » le parlement toute l'année 1982, si bien que certains collègues ministres m'en voulaient de ne pas pouvoir passer leurs textes. Mais François Mitterrand et Pierre Mauroy m'ont toujours soutenu pour l'ordre du jour parlementaire.

Au cours de la même année, ont été adoptées toute une série d'ordonnances : l'ordonnance sur les contrats de solidarité : un retraité qui part et un jeune qui rentre ; ces contrats ont été abandonnés mais cela a été quelque chose qui a été très positif ; l'ordonnance sur le temps de travail, portant réduction du temps de travail hebdomadaire (39 heures payées

40). Cette mesure a suscité un débat au conseil des ministres, mais François Mitterrand a affirmé : « On les paie 40 ». Après la réduction du temps de travail hebdomadaire, ont été adoptées celle du temps de travail sur l'année avec la généralisation de la cinquième semaine de congés payés et celle du temps de travail sur la vie avec feu la retraite à soixante ans.

Ensuite il y a eu l'ordonnance sur la limitation du travail précaire, sur l'intérim, qui était limité au renforcement ou au remplacement et non pas à l'usage ubérisé d'aujourd'hui ; enfin une ordonnance sur le temps partiel. Après les ordonnances, ce sont des lois qui ont été votées. En mai 1982, je présente l'ensemble des textes au parlement. François Mitterrand m'avait dit : « Ce qu'un gouvernement ne fait pas dans les dix-huit premiers mois, il ne le fait jamais ». Ce texte a été très apprécié, notamment par Lionel Jospin et Georges Marchais qui sont montés à la tribune pour le soutenir ainsi que par les radicaux de gauche etc.

Les quatre lois ont porté d'abord sur les droits individuels, notamment le droit d'expression des travailleurs, malheureusement enterré alors qu'il serait plus que jamais nécessaire de donner leur parole. Comme je disais, il ne faut pas que l'entreprise soit le lieu du bruit des machines et du silence des hommes. Aux droits individuels s'est ajouté le droit disciplinaire, c'est-à-dire le contrôle des règlements intérieurs. Ensuite a été abordé le renforcement des droits collectifs – les syndicats, les comités d'entreprise qui ont disparu aujourd'hui sous leurs formes anciennes – associé au droit d'expertise. Un crédit de 0,2% de la masse salariale permettait de faire ces expertises librement. Les syndicats ont eu ainsi plus de liberté et plus de moyens.

Les autres dispositions concernant les institutions représentatives ont été décalées en raison de l'encombrement parlementaire, au 23 décembre. Il s'agit de la fameuse création des CHSCT qui a fait l'objet d'un vote négatif de la droite, prétendant que ces comités s'adressaient aux cols bleus mais en aucun cas aux cols blancs. Quand on sait ce qui s'est passé depuis en termes de conditions de travail dans les métiers du tertiaire... Vient enfin la loi sur la négociation collective, l'idée de ce texte étant qu'en plus de la loi, le registre de la politique contractuelle affine et complète la loi.

Si j'ai pu faire voter ces lois, c'est grâce au groupe parlementaire socialiste, soutenu par une commission spéciale du parti et les groupes socialistes d'entreprise que j'avais réunis à Roanne, dans ma patinoire, rassemblant trois mille personnes. Les organisations syndicales et les groupes parlementaires ont joué également un rôle important, ainsi que les rapporteur-e-s de ces textes, dont Ghislaine Toutain qui nous accueille aujourd'hui.

### **Une année extraordinaire aux côtés de Pierre Mauroy**

Je veux rappeler ici les noms des responsables syndicaux d'alors: Henri Krasucki pour la CGT, Edmond Maire pour la CFDT, Paul Marchelli pour les cadres, André Bergeron et Marc Blondel pour FO, Jean Bornard pour la CFTC. Les syndicats étaient moins nombreux qu'aujourd'hui, ceux qui étaient reconnus officiellement, qui disposaient de troupes puissantes et qui étaient animés par un souci de dialogue. Si bien que je n'ai pas peur de dire que nous avons fait une espèce de coproduction législative, chacun apportant sa pierre.

Certes Henri Krasucki et la CGT, plus jacobins que girondins, estimaient que tout devait être dans la loi. Pour André Bergeron, compte tenu de la composition syndicale, du grain à moudre, ça va pour tout le monde. Dès les premières rencontres, j'ai proposé une cogestion ou la codétermination à la française. Personne n'en a voulu. Même Edmond Maire qui m'a expliqué que son syndicat avait expérimenté l'autogestion, lors du conflit chez Lip et que « les travailleurs » n'étaient pas encore prêts.

J'ai donc essayé, à travers les divers projets de loi concernant les droits individuels, les droits collectifs et les institutions représentatives, de mettre le plus de démocratie possible dans l'entreprise. Mais je n'ai pas pu aller plus loin. Nous avons quand même modifié 30 % du Code du travail. Les syndicalistes m'ont souvent dit qu'ils avaient dû réviser leurs cours et leurs formations...

J'ai eu aussi le relais du terrain. Tout à l'heure on a évoqué Jack Ralite qui était l'un de mes supporters du côté du PCF. Mais j'avoue que tous ceux

qui ont participé à ce travail tenaient des réunions auxquelles je me suis rendu chaque fois que possible. Les uns défendaient plus la loi, d'autres plutôt le développement de la politique contractuelle qui permet de mieux l'adapter aux branches et aux contraintes des métiers. Mais cette démarche fut un moment extraordinaire, que j'ai pu vivre avec Pierre Mauroy parce qu'il était un soutien fidèle. Je ne vous cache pas que les débats à l'Assemblée ont été très longs, très pénibles. Toute la droite s'est fait les dents sur moi, je pense à Philippe Seguin qui était le meilleur, et d'autres aussi, de Villiers, Noir, Millon etc.

### **Les mêmes mesures difficiles et solidaires prises avec Pierre Mauroy sur l'avenir des charbonnages et des mineurs**

Mais on a tenu bon. Le Sénat, compte tenu du fait que la majorité de gauche était dominante, a fait l'impasse des débats. J'ai donc gagné du temps. Mais on a quand même vécu collectivement une année extraordinaire. Je l'associe toujours à Pierre Mauroy et à son équipe, bien sûr au parlement et à toute la gauche. Si on regarde les scrutins, on constate que c'est assez particulier pour un ministre d'obtenir ce consensus politique un an seulement après l'élection.

Après, c'est devenu plus compliqué.

Le deuxième sujet que je voudrais évoquer à propos de Pierre Mauroy, qui a été un moment fort entre nous, c'est l'affaire des charbonnages. Quand j'ai eu bouclé mes lois, François Mitterrand m'a dit : « On a un problème du côté des charbonnages. Le charbon français est de plus en plus profond, résiduel. Les veines sont très étroites et en même temps les prix passent de un à vingt par rapport au marché international à cause des mines à ciel ouvert ».

Malgré les propositions du président de produire vingt millions de tonnes de charbon, cela devenait un gouffre économique. Très concrètement, il restait peu de Polonais, de Marocains et de Maghrébins pour descendre à

la mine et les enfants de mineurs ne voulaient pas y aller non plus. Or, Pierre Mauroy et moi avions une situation symétrique : lui avait ses mines et moi les miennes à Saint-Etienne, où le maire, Joseph Sanguedolce, était communiste, secrétaire de la CGT des mineurs, et où l'on comptait deux députés communistes et deux députés socialistes. François Mitterrand m'avait dit : « Vous avez fait des lois sociales, maintenant faites les travaux pratiques ». J'y suis allé et j'avoue qu'on a passé du temps, c'est vrai que j'étais un peu le régional de l'étape et qu'ils me connaissaient.

En fin de compte - je dois dire que ce fut un moment extraordinaire - tout le monde, y compris Joseph Sanguedolce, a reconnu que les mines devraient fermer un jour. Si cela se faisait dans des conditions correctes, tout le monde était prêt à le faire avec moi. Il y a eu quand même des mouvements de protestation, cela n'a pas été si simple, mais on a pu recaser ou retraiter ces travailleurs.

Ce que je retiens, et je le dis notamment aujourd'hui devant des gens qui ont la fibre verte : mineur n'est pas un métier, c'est une culture, c'est une histoire. Allez voir à Lens ce qu'il en est. Pierre Mauroy rencontrait les mêmes problèmes que moi. On a décidé de prendre des mesures difficiles, mais de respecter les gens, non seulement en leur trouvant un statut social de retraité ou un emploi transféré dans d'autres entreprises, par exemple à EDF. Il faut reconnaître ce que sont les mineurs en tant qu'hommes et en tant que travailleurs et qu'ils ont apporté à un certain moment la richesse à notre pays. Ils me le disaient : si les usines tournent, si on a pu développer l'économie, l'industrie, la mécanique, c'est parce qu'on était là et pendant des années.

A partir du moment où vous comprenez cela, quand j'entends aujourd'hui des gens dire vouloir supprimer certains métiers dans certaines branches, je dis qu'il faut faire attention et tenir compte de la dignité, de la responsabilité et de l'apport historique de ces métiers. Voilà, c'est mon message. Avec Pierre Mauroy nous avons tenu ensemble de nombreuses réunions. Je suis allé chez lui, dans le Nord, pour régler ses problèmes avec beaucoup de solidarité et de solidité. On a fait ce qu'il fallait sur le plan social pour le

logement, pour l'emploi, pour la famille des mineurs, en tenant compte aussi de l'apport d'un certain nombre de métiers qui étaient plus ou moins méprisés et qui avaient besoin d'être reconnus si on voulait réussir des mutations lourdes.

Pour avoir travaillé avec Pierre Mauroy sur les lois sociales, qui ont été votées et qui sont à son actif, à notre actif, puis sur ce dossier difficile des charbonnages, je dois dire qu'il fait partie des gens qui comptent parmi ceux que j'ai rencontrés dans la vie publique.

#### / THIERRY PFISTER

Pour ceux qui, dans cette salle, en douterait, la politique n'est pas tout dans la vie.

Prenez Edwige Avice, par exemple. Elle a été ministre dans les trois gouvernements de Pierre Mauroy. Elle a prolongé dans les gouvernements de Laurent Fabius, de Michel Rocard et d'Edith Cresson.

Cette expérience de neuf années de gouvernement lui permet les comparaisons et le relativisme. Pourtant, en dépit de ce long parcours gouvernemental et de quatre élections au parlement, comme PDG de la Financière de Bienne et de Bienne conseil notamment, elle se définit comme ayant passé plus de temps dans la prévision économique, la finance et l'industrie qu'en politique.

Elle a pourtant incarné, au début des années 1980, un ministère du Temps libre qui suscitait les railleries de l'opposition. Comme, au demeurant, de Coluche qui, lors de la remise de son César pour « Tchao Pantin » en 1984, avait qualifié ce département ministériel de « temps perdu et fric aussi ». Un ministère dont l'intitulé renvoyait à Léo Lagrange et au Front populaire. Or, qui peut ignorer le lien existant entre Pierre Mauroy et Léo Lagrange ? Il a fait du jeune député socialiste du Nord, précurseur dans la réflexion sur le temps libre et premier responsable gouvernemental en charge des sports

et de l'organisation des loisirs, un étendard. Lorsque Pierre Mauroy a créé, en 1950, une association d'éducation populaire, c'est le nom de Léo Lagrange qui a été donné à cette fédération.

/ **EDWIGE AVICE**

*Ancienne ministre de la Jeunesse et des Sports*

## PIERRE MAUROY, UN HOMME AUX FERMES CONVICTIONS

Merci beaucoup de m'avoir invitée. Ce portrait est tout à fait exact, j'ai effectivement passé plus de temps dans la vie économique et financière que dans le monde public. En effet, à l'origine, je n'avais aucune prédestination pour la politique. Issue, dans mon propre camp, de hussards de la République, communistes d'un côté, d'un père ingénieur qui avait été décelé par un instituteur et qui avait ensuite été un brillant inventeur, j'avais une vie professionnelle absolument prévue.

### **Deux députées au sein du groupe socialiste**

C'est la rencontre avec le féminisme - on a évoqué le faible nombre de femmes en politique - qui m'a déterminée parce que je me suis rappelée que quand je suis née, ma mère n'avait pas le droit de vote. Je m'en suis particulièrement souvenu quand, arrivant dans la vie professionnelle, j'ai été confrontée au plafond de verre malgré les études supérieures que j'avais faites. Je me suis dit qu'il fallait vraiment faire quelque chose, à titre individuel et à titre collectif.

Cela a été lent, pour beaucoup très lent, parce qu'aujourd'hui on va sans doute plus vite. J'ai adhéré à une section socialiste dont j'ai été élue secrétaire, puis, après quelques accélérations, je me suis retrouvée au bureau exécutif du Parti socialiste. Un jour de 1978, on m'a dit brièvement qu'il faudrait que je me présente aux élections législatives contre le premier adjoint au maire de Paris. Tétanisée à l'idée de cet exploit, mais grâce aux militants, j'y suis arrivée mais en deux fois. J'ai dû faire un recours devant le Conseil constitutionnel.

Au parlement, je doublais la mise ! Il n'y avait jusque-là qu'une seule femme élue dans le camp du PS, c'était Marie Jacq. Nous étions désormais deux, soit 2 % du groupe socialiste. Et c'est grâce à une femme, Marie-Thérèse Eyquem, que j'ai brièvement connue dans les instances du Parti socialiste mais qui était une militante féministe sportive morte en 1978, que j'ai occupé, dans le contre-gouvernement de François Mitterrand, la fonction de ministre de la Jeunesse et des Sports qu'elle aurait dû occuper. C'est moi qui l'ai remplacée, par décision du président de la République. Quand j'ai fait la connaissance de Pierre Mauroy, en discutant avec lui, moi d'origine nivernaise vivant à Paris, lui dans les instances politiques mais dans nord de la France, j'ai trouvé que c'était un homme jeune, vivant, plein de convictions, pas du tout le « père noble » qu'on présente d'ordinaire, et j'ai aimé beaucoup échanger avec lui. Un jour il m'a dit plaisamment que s'il n'avait pas été Premier ministre, il aurait voulu être ministre de la Jeunesse et des Sports. Cela m'a réconfortée parce que, parmi les ministères, il est l'un des plus bas dans la hiérarchie. Mais c'est aussi un ministère qui est constamment sur le devant de la scène, en permanence sous le tam-tam des médias et d'un journal quotidien, l'Équipe. Tout ce qu'on présente à travers ce ministère a valeur symbolique.

### **Sport de haut niveau et l'argent dans le sport**

Pierre Mauroy m'a expliqué qu'il avait créé la Fédération Léo Lagrange en hommage à quelqu'un qui était mort à trente-neuf ans au champ

d'honneur dans l'Aisne, pendant la guerre, et qui avait été, sous Léon Blum, sous-secrétaire d'État à la Jeunesse, aux Sports et aux Loisirs. Il avait alors théorisé tout ce qu'on peut aujourd'hui proposer : les gens ne doivent pas travailler en permanence, ils ont le droit de se reposer, de se distraire, de faire du sport, ils ont le droit d'avoir du temps libre. C'est pourquoi le ministère s'est appelé le ministère du Temps libre.

A l'époque, il y a cependant eu un débat au Parti socialiste et dans les instances dirigeantes pour savoir si on devait privilégier le sport de haut niveau ou le sport de masse. Léo Lagrange avait été très clair sur le sujet. Moi, j'appartenais à la tendance Chevènement, où on prônait l'élitisme républicain. J'ai dit à Pierre Mauroy que l'un n'était pas incompatible avec l'autre, qu'on pouvait favoriser l'excellence de ceux qui la possédaient, mais qu'il fallait entraîner tous les autres et ne pas concentrer les moyens uniquement sur les premiers. C'est pourquoi j'ai découvert peu à peu, en préparant une loi sur le sport qui était acceptée, deux sujets particulièrement délicats sur lesquels j'ai dû travailler : que fait-on pour le sport de haut niveau qui a été accusé de tout phagocyter et que fait-on par rapport à l'argent dans le sport ?

Si vous vous reportez à cette loi qui a survécu à toutes les réformes intervenues, vous vous apercevrez que deux choses perdurent : la première reste à la base de la préparation olympique. J'ai demandé à Louis Mexandeau, qui était mon collègue - le travail collectif y a contribué pour beaucoup - de prendre dans son administration des sportifs de haut niveau qui avaient peu d'argent (quelques-uns en avaient un peu) pour leur permettre de s'entraîner. Quarante ont été pris, pour commencer. J'ai été très soutenue par mes collègues communistes pour qui le sport était très important. Le rapporteur de ma loi était d'ailleurs un député communiste, George Hage.

On a commencé modestement. Certaines entreprises ont accepté de faire des contrats à des sportifs, puis les banques, notamment le Crédit lyonnais où j'avais un temps travaillé s'y est mis et quelques autres. Quelques centaines de sportifs ont ainsi été pris en charge, rémunérés, avec du temps

pour s'entraîner, et quand ils le souhaitaient évidemment, ils pouvaient retourner dans l'entreprise.

Cela n'avait jamais été fait en France. Je l'avais vu aux États-Unis (mon mari est partiellement d'origine américaine), et j'avais été très étonnée par cette façon de travailler, associant la communauté économique au support de sportifs, sans être du sponsoring.

Aujourd'hui cette démarche persiste. D'ailleurs le 27 de ce mois, je vais à la tour Eiffel où, avec la mairie de Paris, est organisée une grande manifestation où se rencontreront les entreprises et les sportifs de haut niveau pour la préparation des jeux olympiques de 2024. Cela s'appelle le Pacte de la performance, désormais institutionnalisé.

## Une lutte antiraciste à travers le sport

Le deuxième sujet porte sur l'argent dans le sport. Inutile de faire un long discours. J'ai eu à gérer le problème des caisses noires de Saint-Etienne, ce qui ne fut pas très drôle. Le patron d'alors de la Fédération française de football, Fernand Sastre, un homme remarquable, a tout à fait accepté qu'on puisse prévoir un système dans lequel ces fédérations, qui sont de grosses associations, ne soient pas uniquement organisées sous une forme associative pour éviter, en raison de l'absence de comptabilité, tous les débordements possibles.

Dans le système que j'ai préconisé, a été mise en place une formule dans laquelle il y avait l'aspect associatif d'un côté, et l'aspect entreprise de l'autre, avec les règles de l'entreprise : la comptabilité et les contrôles pour éviter tous ces débordements. Le système existe encore aujourd'hui, sous un nom un peu différent. Je donne ces exemples mais il y a eu d'autres aspects infiniment plus politiques, ayant suivi un parcours politique et exercé des responsabilités dans l'appareil politique tout en exerçant un métier. Ce que j'ai beaucoup apprécié chez Pierre Mauroy, c'est la fermeté de ses convictions. J'ai dû participer à une importante lutte antiraciste à travers le sport. La fédération française de rugby était présidée par Albert

Ferrasse, qui m'appréciait et me respectait, même s'il était « macho » et avec lequel j'avais établi une relation de bonne intelligence.

Un jour j'ai été convoquée par le Premier ministre et par Claude Cheysson, qui était ministre des Affaires étrangères, pour interdire le déplacement de l'équipe de France de rugby en Afrique du Sud pour cause d'apartheid. L'ONU, à l'époque, avait pris des dispositifs en ce sens et certains pays avaient interdit le déplacement de leurs équipes. Mais en France cette décision est très mal passée. Un jour, toute l'équipe a débarqué dans mon bureau, Jean-Pierre Rives, surnommé « casque d'or », en tête, accompagnée des caméras, pour m'obliger à caler. J'ai dit non. Je suis un bon petit soldat, j'agis aussi en service commandé.

Pierre Mauroy a eu raison de maintenir la décision parce que, même si j'étais devenue impopulaire, cette décision a permis à la France d'être regardée différemment dans ce pays. Mon refus m'a permis d'être maintenue dans mon poste. Le président de la République a alors écrit une belle lettre au président de la Fédération de rugby en soulignant notamment « l'honneur de la France ». J'avais dit à François Mitterrand, qui riait un peu, que si c'était une femme qui donnait l'ordre à Albert Ferrasse, jamais il n'accepterait. Mais si c'était mon chef alors... François Mitterrand s'était amusé et il avait écrit le courrier.

## Les enseignements de Pierre Mauroy

Quelques années plus tard, j'avais en charge les droits de l'homme. Avec Danielle Mitterrand, nous avons organisé dans un CREPS à Chatenay-Malabry la première rencontre entre la fraction modérée de l'ANC d'Afrique du Sud et ceux qui, chez Frederik de Klerk, étaient favorables à une négociation. Cette action, qui n'était pas officielle, a permis à Nelson Mandela d'être libéré quelques temps plus tard. François Mitterrand m'a emmenée en voyage officiel en Afrique du Sud quand il a été intronisé dans ses nouvelles fonctions.

Le sport est un sujet très délicat et très symbolique. Le président de la République m'emmenait régulièrement dans des voyages dans des pays difficiles. J'étais avec lui en Israël pour son discours à la Knesset. J'ai dû entreprendre les premiers déplacements dans les pays de l'Est, je me suis retrouvée dans l'ex-RDA, qui s'appelait encore la RDA, pour des voyages improbables et délicats. Je l'ai accompagné en Afrique dans sa première grande tournée parce que le sport était un langage assez universel qu'on pouvait emporter avec soi et qui avait une signification.

Je voudrais juste insister sur d'autres points parce que ces témoignages particuliers sont importants et intéressants. Le mien est forcément fractionné. Il porte sur ce que j'ai vécu avec Pierre Mauroy dans cette période de l'histoire, mais j'en ai retiré un certain nombre d'enseignements avec lesquels ce qu'incarnait Pierre Mauroy coïncide parfaitement. Jean Auroux a parlé du peu de temps qu'on a pour faire des réformes. J'ai toujours considéré qu'il existe quelquefois dans l'histoire des ouvertures, des fenêtres d'opportunité qu'on a très peu de temps pour les saisir. Si on ne fait pas des réformes et des propositions qu'on fait partager et voter tout de suite, cela ne se représentera pas. Le pays, quand on le voit d'en haut, est une mosaïque d'intérêts particuliers où l'intérêt général a du mal à passer. Il faut saisir la circonstance, la forcer si nécessaire.

D'autre part, il est évident que dans les fonctions que j'ai exercées, j'ai intégré dans un court laps de temps les vingt-trois ans de travaux et de réflexion faits par le Parti socialiste et d'autres formations dans l'opposition. On peut difficilement travailler sans un parti. J'y réfléchis encore plus aujourd'hui, vu les conditions politiques qui nous sont faites. Un ancrage territorial est aussi nécessaire parce que dans cet ancrage quel qu'il soit, une association, un mandat, une responsabilité dans un terrain donné, on mesure ce que pense la population.

Ayant vécu, comme beaucoup de gens, le phénomène des Gilets jaunes, j'ai considéré qu'ils n'avaient pas été assez écoutés et qu'il y avait eu une absence de prise en considération du message qu'ils portaient. Même si quelques-uns étaient excessifs, il y aurait dû avoir quelque part des gens

qui pouvaient les entendre. Car si on ne connaît pas le terrain, que faire ? On ne peut pas être hors-sol quand on fait de la politique. Je l'ai appris avec Pierre Mauroy. Il nous a fait venir - moi et d'autres ministres - dans le Nord, où l'on a rencontré un certain nombre de responsables locaux, nous faisant voir ce que c'était qu'une famille politique et un militantisme politique. C'est très important, c'est porteur de tout.

Tel est ce modeste témoignage que je voulais vous apporter, conservant de ce Premier ministre encore un souvenir extrêmement chaleureux. Il avait une très forte carrure, on le remarquait partout quand il se déplaçait, mais il avait des mains d'une grande finesse, il était remarquablement fin. Et de plus, il aimait les jeunes, je peux l'attester. Et quand je vois qu'on lui a consacré *Héritiers de l'avenir*, je trouve que l'expression est particulièrement bienvenue.

#### / THIERRY PFISTER

Merci. J'appelle à la tribune Jean-Louis Bianco, Patrick Le Hyaric et Christophe Bieber.

Je ne suis pas cruel et, de mon observatoire, je ne vais pas parler laïcité à Jean-Louis Bianco, même si ce thème est étroitement mêlé au départ de Pierre Mauroy de Matignon. Je préfère évoquer cette bouffée de bonheur que fut, pour l'équipe de Matignon, sa nomination au poste de secrétaire général de la présidence de la République.

Jean-Louis Bianco, alors âgé de trente-neuf ans, a été le plus jeune titulaire à ce poste et il l'a occupé durant la plus longue période sous la V<sup>e</sup> République : neuf ans. Le départ de son prédécesseur, Pierre Bérégovoy, avait été fortement suggéré au président de la République par son Premier ministre. La journaliste du *Monde*, Raphaëlle Bacqué a pu, non sans raison, titrer l'un de ses ouvrages (publié bien sûr par Albin Michel) *L'enfer de Matignon*. En effet, si un dossier est normal, il est traité par les ministères

compétents. S'il est valorisant, il est intercepté par l'Elysée. N'arrivent à Matignon que les dossiers conflictuels ou dont personne ne veut.

L'équipe en charge acquiert vite à cet exercice une philosophie particulière, une forme de détachement teintée de fatalisme.

Si, en outre, le personnage de plus puissant de l'Elysée après le chef de l'Etat distille à ses visiteurs, et en particulier aux journalistes, que les collaborateurs du Premier ministre ne sont que des ringards, que Matignon n'est pas à la hauteur et qu'il doit tout gérer lui-même, la vie se complique un peu plus.

D'autant qu'il est impossible de répliquer. La transgression majeure pour Matignon serait de critiquer l'Elysée. Sur ce point, Pierre Mauroy avait été catégorique : pas un mot contre François Mitterrand et son équipe.

Alors, pour échapper à ce « Premier ministre bis » prétendant faire la pluie et le beau temps, mieux valait l'intégrer dans l'équipe gouvernementale. Il serait banalisé.

Avec l'avènement de Jean-Louis Bianco au secrétariat général de l'Elysée, pour nous le ciel s'est soudain éclairci. Qu'il en soit, ici, publiquement remercié.

/ **JEAN-LOUIS BIANCO**

*Ancien secrétaire général de l'Elysée*

## PIERRE MAUROY A DONNÉ UN TRÈS BEAU VISAGE DE LA GAUCHE DE GOUVERNEMENT

Merci beaucoup pour cette présentation, merci de m'avoir invité à participer à vos travaux. C'est toujours un plaisir et un bonheur de retrouver des figures amies et puis de penser à Pierre Mauroy.

### Une petite équipe

Je ne faisais pas partie des intimes de François Mitterrand, je n'étais même pas membre du Parti socialiste. J'étais fondamentalement un militant de quartier dans le 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris où j'habitais. J'aidais les locataires à calculer leur loyer à partir des surfaces corrigées dont j'étais devenu un expert. Mon militantisme, c'était les GAM, les groupes d'action municipale d'Hubert Dubedout. Nous avons fait un énorme travail sur un projet immobilier scandaleux en réunissant à la fois de vieilles dames, quelques travailleurs portugais et quelques locataires qui avaient pris en main le destin de leur quartier. Le député clôt une réunion

publique en disant : « c'est très bien, je vais en parler au préfet, je vais régler ça ».

Un des co-organisateurs décide malgré tout d'adhérer au PS. Il subit un interrogatoire pour savoir s'il était plutôt rocardien, plutôt chevènementiste ou plutôt mitterrandiste. Je décide donc de ne pas adhérer au PS, ce qui m'a permis d'être président du comité de soutien à François Mitterrand dans le 11<sup>e</sup> arrondissement en 1974.

Quand j'ai été nommé secrétaire général de l'Elysée, j'ai dit au président Mitterrand que je n'avais aucun état d'âme, au contraire, à rentrer au PS s'il le souhaitait. Il a réfléchi puis il m'a dit : « Faites comme vous voulez mais vous avez la confiance de Lionel Jospin et vous pourrez parler d'une manière un peu différente à Georges Marchais ou à Raymond Barre ».

Comment suis-je arrivé à l'Elysée ? Grâce à Jacques Attali qui était un ami et un camarade de lycée. J'étais dans les Alpes-de-Haute-Provence où ma femme et moi avions pris deux années sabbatiques. Nous étions prêts à nous installer dans ce beau département où plus tard, je ne le savais pas encore, je serais candidat à des élections. Jacques Attali m'appelle et me dit : « je suis à l'Elysée avec une petite équipe, veux-tu venir travailler avec nous ? ». J'ai bondi sur l'occasion !

Cette petite équipe n'avait pas du tout l'influence qu'avait Jacques, qui était un proche du président depuis longtemps. Nous étions chargés de recevoir tous ceux qui avaient des idées originales, qui voulaient changer la vie, qui avaient des projets, qui se heurtaient aux bureaucraties et aux lourdeurs.

« Dans cette petite équipe », a-t-il précisé, « il y a quelqu'un que tu connais. Il s'appelle Pierre Morel, il est diplomate ; il y a aussi deux jeunes que j'ai repérés dans la campagne présidentielle, ils sont formidables, ils s'appellent Ségolène Royal et François Hollande. » J'ai passé ma première année à l'Elysée dans un bureau avec Pierre Morel, en face de Ségolène et François, ce qui explique les liens que j'ai gardés avec eux depuis cette époque.

## Un ingénieur mécanicien

Je ne connaissais pas le président Mitterrand, je l'avais croisé trois-quatre fois. J'avais fait quelques notes, qu'apparemment il avait retenues, sur les questions économiques et sur les raisons pour lesquelles on allait dans le mur sur la réforme de l'école, compte tenu du rapport de force entre les défenseurs du privé et les défenseurs du public. Cela avait dû le marquer mais il ne m'en avait pas parlé. Je savais qu'il pensait du bien de moi et je me disais que j'allais monter de l'obscur grade de dernier chargé de mission dans la hiérarchie à - peut-être - conseiller technique, ce qui est quand même nettement plus chic. Quelle n'est pas ma surprise quand la secrétaire du président, Paulette Decraene, m'appelle et me dit : « Jean-Louis, le président veut te voir ».

Je me rends dans son bureau. Je raconte ce moment parce qu'il est typique du président et des raisons pour lesquelles il s'est si bien entendu avec Pierre Mauroy. Le président Mitterrand me dit : « On pense à vous pour le poste de secrétaire général ». Le « on » est absolument délicieux, comme s'il y avait une espèce de collectif qui y réfléchissait. Le « on », c'était lui. Deuxième chose au moins aussi étonnante pour quelqu'un qui n'avait pas vraiment le profil du manager classique : il m'a quasiment demandé, sauf l'anglicisme : « Comment voyez-vous le job ? Pour vous, le secrétaire général, il doit faire quoi ? » J'ai répondu en substance : il doit être un ingénieur mécanicien pour faire en sorte que la machine tourne. Vous verrez que je me suis appuyé sur cette définition pour essayer d'aider le Premier ministre à corriger certains dysfonctionnements.

Je suis donc nommé secrétaire général à la surprise générale : un total inconnu. Un jour, je lis dans *Le Canard enchaîné* : « Bianco est formidable, il ne raconte pas les conseils des ministres et il ne dîne pas en ville ». C'est François Mitterrand qui l'avait dit au *Canard* !

## Préparer le petit déjeuner du mardi matin

Avec Pierre Mauroy - on ne se connaissait pas avant - j'ai noué une relation personnelle, affective, de chaleur, de sympathie. Je voudrais dire ici, à nouveau après d'autres, à quel point il a incarné pour des millions de Françaises et de Français la gauche, la gauche de l'union de la gauche, la gauche de quelqu'un d'un milieu moyen, quelqu'un de l'éducation populaire, quelqu'un de l'enseignement, quelqu'un enraciné dans sa terre, quelqu'un d'élus, quelqu'un de bon sens, quelqu'un de pratique. Il a donné un très beau visage de la gauche qu'on n'appelait pas encore gauche de gouvernement. Il a fallu qu'il y ait des hommes comme Pierre Mauroy - et Pierre Mauroy au premier rang puisqu'il était le premier Premier ministre - pour que cela se fasse, qu'on ait au moins prouvé, comme le disait Louis Mermaz, qu'on savait aussi se servir des couverts à poisson et qu'on était capables de gouverner. Vous vous rappelez sans doute ce dessin de Plantu au tout début du septennat : un monsieur ouvre sa fenêtre, puis il voit son voisin à l'autre fenêtre qui lui dit : « Mais c'est incroyable, les socialistes sont au gouvernement et la tour Eiffel est toujours là ». Jacques Chirac avait prédit : « l'expérience socialiste ne durera pas deux ans ».

Avant même d'être nommé secrétaire général, au poste modeste que j'occupais, je m'étais aperçu que plusieurs ministres court-circuitaient systématiquement le Premier ministre en raison de leur relation personnelle. Dans mon travail de secrétaire général, la première tâche que je me suis fixée, sans en parler au président, a été de limiter ces comportements. Les deux champions toutes catégories étaient Jack Lang et Laurent Fabius. J'ai souvent dit au président : « voilà les positions des uns et des autres mais je vous propose de laisser le Premier ministre décider », avis que le président a très souvent suivi.

C'est en ce sens que j'ai apporté mon soutien d'ingénieur mécanicien à Pierre Mauroy et à son équipe, d'autant que je connaissais certains des membres qui sont devenus très vite des amis, comme Michel Delebarre,

Jean Peyrelevade, Jérôme Clément, Bernard Brunhes. Ce qui fait que nous pouvions avoir des liens personnels très forts au-delà des liens fonctionnels. Cela permettait aussi de faire le travail en bonne intelligence et de préparer le petit déjeuner du mardi matin qui était un grand rituel.

## Une diversité de points de vue

Des formules de ce genre ont presque toujours existé dans la V<sup>ème</sup> République où se trouvaient autour du petit déjeuner le président, le Premier ministre, le premier secrétaire du Parti socialiste, le conseiller spécial Jacques Attali et le secrétaire général Jean-Louis Bianco. Une de mes tâches importantes était d'essayer de faire le tri entre tout ce dont chacun voulait parler, sachant que le président était disposé à écouter les suggestions des uns et des autres. Nous sommes convenus, Lionel Jospin et moi, de nous voir le lundi matin au petit déjeuner, ce que nous fîmes chez lui.

Jean Auroux l'a dit : quelle vitesse de changement, si on repense à tous ces textes qui ont été adoptés en un peu plus d'un an dans des domaines aussi importants. Le changement, c'était vraiment maintenant. Certes, quelques dossiers étaient prêts, préparés après un long travail, notamment sur la décentralisation et sur les lois sociales. Mais, en revanche, à part François Mitterrand, Gaston Defferre et Alain Savary, personne n'avait l'expérience du pouvoir.

François Mitterrand suspectait la haute Fonction publique, à mon avis parfois exagérément, de manquer de loyauté. Il détestait le conformisme de certains élèves de l'ENA. C'est un sujet sur lequel je me permettais de plaisanter avec lui. Quand il fallait remplacer un collaborateur, il me disait : « Regardez, parlez-m'en, faites le tri, mais on m'a parlé d'untel ou d'une telle, qu'en pensez-vous ? ». Je lui disais parfois : « Monsieur le président, j'ai un excellent candidat mais je ne vous en parle pas parce qu'il est énarque. Quand j'ai recruté Anne Lauvergeon, j'ai dit : « c'est une excellente candidate, mais c'est presque aussi grave qu'énarque car elle est polytechnicienne, ingénieure des Mines ».

François Mitterrand a bâti à l'Élysée l'équipe la plus diverse qu'on n'ait jamais eue, composée de personnalités porteuses d'une expérience syndicale, d'une expérience militante, d'une expérience professionnelle, d'une expérience sociale. Cela a permis d'avoir cette diversité de points de vue, avec des électrons libres comme Michel Charasse, qui apportait aussi un éclairage important au président. Cette expérience m'a permis de donner deux conseils à mes successeurs :

- premièrement, préserver le maximum de diversité des points de vue. Les présidents ont leur propre circuit, et vous devrez faire des notes qui n'affirment pas d'emblée la bonne solution mais qui informent le président de la République des points de vue différents.
- deuxièmement, c'est de l'ordre du vœu pieux, faire en sorte qu'il n'y ait pas une feuille de papier à cigarette entre Matignon et l'Élysée. On n'y arrive jamais mais c'est quand même la base pour que la machine fonctionne bien.

Ce que je voudrais mentionner encore sur Pierre Mauroy, c'est son extraordinaire humanité. Je l'ai ressentie dans ces moments où il passait dans mon bureau après un entretien avec François Mitterrand. Il était discret sur ses conversations avec lui mais parfois il m'en informait parce qu'il estimait que c'était utile. Je me rappelle cette phrase citée tout à l'heure : « J'ai dit au président que je ne conduis pas sur du verglas », quand François Mitterrand lui a proposé de sortir du SME et de rester au gouvernement.

## Des prises de position très dures

Sur la question de l'école privée, il faut laisser les historiens faire leur travail. Mais ce que je peux dire, c'est que le rapport de forces était très défavorable. Le camp anti-laïque a organisé de très fortes mobilisations pour « défendre l'école privée » auxquelles Jean-Marie Le Pen participait aux côtés de dirigeants de la droite. Le camp laïque, lui, s'est un peu essoufflé. Pour le président, parler de l'école libre l'exaspérait. Pour lui l'école libre c'était l'école de la République.

Pierre Mauroy était résolu à essayer de trouver des solutions et des compromis raisonnables sur ce sujet ô combien important. Il a eu l'occasion de faire un exposé donnant les directions dans lesquelles il voulait aller pour y parvenir. Il s'est fait huer par une partie de ses camarades socialistes. Quant à Alain Savary, je peux attester que François Mitterrand ne l'a pas nommé à l'Éducation nationale pour lui tendre un piège et le « punir » d'avoir été candidat malheureux contre lui au poste de premier secrétaire du PS en 1969. Il l'a nommé parce qu'il pensait qu'il était l'homme de la situation. Alain Savary a accompli un immense travail, cela a été dit tout à l'heure, de pédagogie et de discussion. Le président était très engagé sur cette affaire. Il m'a dit : « Je pense qu'Alain Savary ne va pas y arriver ». Je me souviens d'un samedi que nous avons passé tous les trois, François Mitterrand et Alain Savary beaucoup, à réécrire le texte. François Mitterrand l'a aidé pour que la réforme ait le plus de chances possibles de passer. Ensuite, il y a eu la cristallisation de certains camarades laïques qui trouvaient que ce n'était pas assez, et puis une droite plus puissante dans la rue.

Du côté du camp catholique, un certain nombre ont joué le jeu, mais d'autres ont dérapé vers la fin.

A un certain moment, nous n'étions pas très loin d'un accord. Mais des prises de positions très dures d'une partie du groupe socialiste et une prise de position du cardinal Lustiger l'ont rendu impossible. Alain Savary avait une proposition qui consistait à mettre en place, à une échelle territoriale, des groupements de services publics locaux. On y inclurait le scolaire, le périscolaire, le public et le privé. On formerait ainsi un service qui serait un grand service public.

Les syndicats firent part de leurs inquiétudes: notamment qui va exercer le pouvoir ? Cela ressemble un peu aux débats d'aujourd'hui sur les chefs d'établissement.

## Rester fidèles à ses convictions

Dernier sujet, le système monétaire européen. D'abord, je voudrais dire quelque chose d'important ; cela a été écrit dans certains ouvrages, et lors d'une réunion à l'Institut François Mitterrand il y a quelques années avec les acteurs principaux : nous n'avons pas vraiment senti le tournant de la rigueur comme un tournant, mais comme une évolution progressive. Vous le savez, le Premier ministre, pour la préparation du budget, adresse des lettres de cadrage aux ministres pour leur préciser dans quel ordre de grandeur et pour quels types de dépenses ils devaient préparer leur budget. Les lettres de cadrage des premiers budgets de Pierre Mauroy étaient extrêmement rigoureuses, n'ouvrant pas la porte à un déficit délirant.

En outre, l'analyse dominante, qui peut paraître discutable aujourd'hui, mais qui est étayée par les historiens, prévoyait une reprise mondiale, permettant la vente de produits français. Or, un : il n'y a pas eu de reprise mondiale ; deux, les produits français n'étaient pas forcément au niveau, ni les entreprises prêtes.

La politique de nationalisations a eu pour objectif d'investir du capital là où le secteur privé ne le faisait pas et de faire les restructurations que le secteur privé n'avait pas faites. Je ne suis pas un défenseur à jamais des nationalisations forever mais cette politique reposait sur une logique qui était celle d'un homme comme Pierre Mauroy : rester fidèles à nos convictions, tenir les engagements du candidat Mitterrand et faire en sorte que cela marche, partir de la réalité telle qu'elle est et non pas de la réalité telle qu'on voudrait qu'elle soit.

Voilà ce que je voulais vous dire : j'ai eu beaucoup de bonheur à travailler auprès de Pierre Mauroy, qui reste, pour moi et pour beaucoup d'hommes et de femmes de ma génération, une grande référence grâce à qui le socialisme n'est pas encore mort.

## THIERRY PFISTER

Journaliste et homme politique dit sa biographie. Disons que cela me parle. Cet agriculteur breton (du Morbihan) venu s'établir dans ce qui était la ceinture rouge de Paris (La Courneuve où il a été conseiller municipal) vient d'abandonner ses fonctions à la tête du groupe « l'Humanité » aux destinées duquel il a présidé durant 20 ans.

Au cours de cette période il a siégé, dix ans durant, au Parlement européen. Mais c'est surtout l'ancien collaborateur d'André Lajoinie en 1981 que nous allons entendre. A l'époque en effet André Lajoinie présidait le groupe communiste à l'Assemblée nationale et Patrick Le Hyaric est donc à même de témoigner de la nature des relations qui existaient entre les communistes et Pierre Mauroy. J'ai le souvenir, pour ma part, lors de la parution de « La Vie Quotidienne à Matignon au temps de l'union de la gauche », qu'un des reproches fréquemment adressés à l'ouvrage était d'avoir fait l'impasse sur ce sujet.

Dois-je confesser que c'était involontaire ? Il n'y avait rien à en dire. Les relations étaient franches et loyales.

En revanche... avec les socialistes... c'était plus... complexe.

/ **PATRICK LE HYARIC**

*Ancien directeur de L'Humanité*

## PIERRE MAUROY, UNE TRADITION SOCIALISTE MARQUÉE PAR LE RASSEMBLEMENT DE LA GAUCHE

Je vous remercie pour votre aimable invitation à ce colloque. Beaucoup trop de choses qui se disent ici se sont malheureusement perdues dans les sables du temps ; ce qu'ont dit notamment Jean Auroux ou Edwige Avice mériterait d'être enseigné. Vous me permettrez de centrer mon propos sur les rapports entretenus par Pierre Mauroy avec les ministres communistes entre mai 1981 et la sortie des dits ministres de son gouvernement en juillet 1984, qui éclaire son rapport à la notion de « rassemblement » mais aussi sa conception de la gauche. Il y a une phrase de Pierre Mauroy que je ne pourrai oublier : celle où dans le comité de campagne de Lionel Jospin il s'écrit : « quand parle-t-on des ouvriers dans cette campagne ? ».

**De grandes avancées sociales ... et le tournant de la rigueur, nécessitant, pour Pierre Mauroy, une « clarification » du PCF**

Il convient d'abord de rappeler la trajectoire originale de Pierre Mauroy et son ancrage dans une tradition socialiste particulière, celle du Nord,

fortement marquée par la tradition de la Section française de l'Internationale ouvrière et le vote ouvrier. Cette fédération, qui fut aussi celle de Jules Guesde, personnage important du socialisme et du marxisme français, opposant interne à Jean Jaurès, dont on rappellera qu'il préféra, au moment du congrès de Tours, rester dans « la vieille maison » que d'intégrer la nouvelle Section française de l'internationale communiste.

Sa trajectoire personnelle est aussi relativement originale dans le paysage de ce qu'était le parti socialiste en 1981, fortement marquée par la construction de l'Union de la gauche et du programme commun de gouvernement. Déjà, lors de la candidature de François Mitterrand en 1965 commune à la gauche et soutenue par le PCF, Pierre Mauroy avait la responsabilité de la SFIO pour l'ensemble du Nord-Pas-de-Calais et de la campagne unitaire.

François Mitterrand avait prévu bien en amont que Pierre Mauroy, qui avait dirigé quatre commissions du programme commun pour le PS avec en face de lui Roland Leroy pour le PCF, serait son Premier ministre, tout en laissant comme à son habitude la rumeur filer bon train qu'un autre pourrait prendre sa place. Il avait besoin de cette figure de rassemblement pour assumer la responsabilité d'un gouvernement d'union. D'ailleurs et d'avis général, les relations entre Pierre Mauroy et les ministres communistes étaient bonnes et saines.

Très vite, ce gouvernement instaure de grandes avancées sociales qui restent dans les mémoires, (retraite à soixante ans que Pierre Mauroy considérait comme une « avancée de civilisation », 5<sup>ème</sup> semaine de congés payés, etc...). Temps de travail, retraites, congés payés qui sont devenus des marqueurs de l'exercice du pouvoir par la gauche.

Mais très vite également, sous pressions internes et externes, se profile le tournant de la rigueur dont des traces sont perceptibles dès 1982.

Dans *l'Humanité* à l'occasion des vingt ans de la victoire de 1981, il se justifie : « Nous ne pouvions pas continuer comme ça. Alors, pour combattre l'inflation, j'ai proposé une solution jamais utilisée dans notre pays, celle du blocage des prix et des salaires et donc d'en finir aussi avec

l'échelle mobile des salaires qui suivaient l'inflation. » Ce fut le début d'une austérité salariale que l'intégration européenne et la pression des organisations financières et commerciales internationales (dirigées par nombre de socialistes), allait accentuer, elle-même liée à la pression exercée par le Système monétaire européen dont l'appartenance a fait l'objet d'un débat intense en France.

Il appelait en 1984 à une « clarification » de la part du PCF. « Il doit évoluer », précise-t-il, « car il n'est pas possible d'appartenir à un gouvernement qui fait une politique de rigueur en se dispensant de le soutenir », pointant également et à juste titre « l'ombre portée par les démocraties populaires. »

« Je ne sens pas qu'il peut y avoir en France un PCF qui s'évanouit et un parti social-démocrate qui s'épanouit » disait-il en 1984, après des élections européennes difficiles pour le PCF.

Il comptait sur le PCF pour exposer aux classes populaires les raisons du tournant de la rigueur ( ! ) qui est « une politique de raison et non une politique du cœur ». C'est ce qu'il appelait « clarification », mot qu'il oppose aux critiques communistes qui fleurissent après le tournant de la rigueur et l'instauration de son troisième gouvernement avec les mêmes ministres communistes : le choix de la raison économique (en l'espèce d'essence libérale) contre celui de la défense des intérêts populaires, au nom du réalisme.

### **Pour Pierre Mauroy, deux forces indispensables pour que la gauche remplisse son contrat, notamment vis-à-vis de la population ouvrière**

Pierre Mauroy souhaitait, selon son expression, « que la gauche soit forte de ses deux grandes forces ». D'une telle affirmation découle plusieurs considérations. D'une part comme le disait Mauroy en février 1984, « la gauche est diverse. Elle a besoin de toutes ses composantes pour remplir son contrat vis-à-vis des Français ». En démocratie et dans une perspective

majoritaire, il convient de ne pas l'oublier et l'on observe, dans des expériences de pouvoir récentes, que cette diversité a fait défaut et a contraint la gauche à se déporter vers le centre droit. La force communiste, il le répétait à plusieurs reprises, avait vocation à sédimenter la gauche dans son rapport aux classes populaires et parmi elles à la population ouvrière. Les deux grandes forces dont parlait Mauroy, celles issues du Congrès de Tours, étaient donc à ses yeux indispensables.

Il découle également de cette affirmation la nécessité de trouver un point d'équilibre et s'il est vrai que les gouvernements Mauroy ont dû affronter une conjoncture internationale défavorable, on observe que des choix sont vite faits qui instaure cette fameuse rigueur assez éloignée des promesses de 1981 et portent l'équilibre du « rassemblement » plus à droite.

Le paradoxe tient au fait que Pierre Mauroy appelait les communistes à évoluer. Mais l'évolution du courant socialiste vers un pragmatisme libéral de plus en plus assumé s'est lui aussi heurté à un mur, qui s'est notamment traduit par une désaffection croissante des classes populaires à son égard. On peut raisonnablement affirmer, au-delà de la loi Savary qui tient à mes yeux plus du prétexte, que Pierre Mauroy n'était pas l'homme pour mener la politique extraordinairement libérale des gouvernements Fabius et déjà impulsée par son ministre de l'économie Jacques Delors : la libéralisation des marchés de capitaux, l'intégration à l'Europe libérale par l'Acte unique (dont Delors deviendra commissaire), les premières privatisations, la casse de sidérurgie etc... C'est aussi la loi bancaire de 1984 et la loi sur la déréglementation financière de 1986 qui constituent les cadres légaux d'une libéralisation des marchés de capitaux et de la balance des paiements.

## La gauche dans une terrifiante impasse

François Mitterrand avait conscience du décalage entre les forces qui l'ont porté en pouvoir et les nouvelles exigences du capital. Aussi préféra-t-il que Fabius soit premier secrétaire du PS plutôt que Mauroy en 1988, bien que ce dernier gagnât.

Si le parti communiste était dans une forme d'impasse stratégique en 1984, la social-démocratie et le parti socialiste ont vécu sur l'illusion qu'ils pouvaient « changer la vie » sans l'une des deux forces dont parlait Pierre Mauroy, c'est-à-dire, concrètement, sans le courant révolutionnaire français dans ses expressions diverses. L'abstention croissante en témoigne. Et l'échec du socialisme français s'est fait à retardement.

J'oserais donc dire que l'impasse stratégique, dès lors, est partagée. L'union européenne et les politiques d'intégration, d'indifférenciation entre gauche et droite, et de légitimation des logiques de marché mises en place avec et depuis Maastricht ont d'évidence joué un rôle, donnant une place nouvelle à ce que l'on appelle les « transcourants » (Rocard, Delors, Hollande...), très éloignés du socialisme dont se revendiquait Mauroy en 1981, qui a malgré tout rejoint les partisans du « oui » au traité constitutionnel européen de 2005. Le débat que vous organisez ici devrait avoir des suites au regard de l'actuelle situation au moment où la gauche est dans une terrifiante impasse ; les deux branches issues du congrès de Tours sont aujourd'hui en très mauvaise posture dont nous devrions rechercher les causes, sans que d'autres forces, ni les écologistes, ni les insoumis, ne les remplacent. Alors, le président actuel mène la politique des libéraux et une droite extrémisée et l'extrême droite dominant le débat politique.

## THIERRY PFISTER

Christophe Bieber, à qui je vais donner à présent la parole, est chargé de mission à l'Institut François Mitterrand. Il réalise actuellement un doctorat en histoire, sous la direction d'Olivier Compagnon, sur François Mitterrand et l'Amérique latine des années 1950 à 1995. Or, durant la présence de Pierre Mauroy à Matignon, a éclaté la guerre des Malouines qui a opposé l'Argentine au Royaume Uni et dans laquelle la France s'est trouvée impliquée en raison de ses livraisons d'armes. Christophe Bieber était, au

préalable, chargé de mission à l'ambassade de France au Pérou. Il est diplômé de Sciences Po Grenoble et de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL).

/ **CHRISTOPHE BIEBER**

*Chargé de mission à l'Institut François Mitterrand*

## L'INVESTITURE DE RAUL ALFONSIN, L'UN DES MOMENTS LES PLUS FORTS DE LA VIE DE PIERRE MAUROY

Merci à l'Institut Pierre Mauroy et aux organisateurs du colloque de m'avoir invité. Merci également à M. Vandoorne de m'avoir fait la proposition, que j'ai acceptée avec plaisir mais avec aussi un peu d'appréhension, de participer à ce colloque. Ce n'est pas forcément facile de parler auprès de personnalités qui ont fait l'histoire. Mais étudier l'histoire, c'est aussi être au contact de ceux qui ont fait l'histoire.

### **L'Amérique latine : un continent trop méconnu en France**

Je suis chargé de mission à l'Institut François Mitterrand. Je travaille sur les relations diplomatiques entre la France et l'Amérique latine. Je m'intéresse aussi aux relations, au pluriel, entre la gauche française et les gauches latino-américaines, et à l'Amérique latine en général.

Pourquoi François Mitterrand ? Pourquoi 1981 ? Et pourquoi m'a-t-on demandé d'intervenir quarante ans après ? Pourquoi me suis-je intéressé à cette période ? Je suis né en 1989, donc sous François Mitterrand mais

je n'ai pas connu 1981, nul n'est parfait ... Néanmoins, je suis un enfant du bicentenaire de la Révolution. Mes parents ont voulu, d'une certaine manière, que je puisse vivre ces moments charnières de l'histoire.

Mes parents sont originaires de Roanne. Je tiens d'ailleurs ici à saluer M. Auroux. Ils sont d'origine ouvrière ; mon père travaillait à l'Arsenal de Roanne comme mes grands-pères paternels et maternels, ma mère dans le textile, comme mes grands-mères. Ils viennent d'un milieu ouvrier, j'ai donc été baigné dans cet univers ouvrier. Bien entendu la gauche me parle, je suis profondément de gauche et donc socialiste.

Ceci étant dit, pourquoi s'intéresser aussi à l'Amérique latine ? Dans le cadre d'un échange universitaire à Salamanque, j'ai suivi des cours sur l'Amérique latine. C'est là que je me suis aperçu que ce continent est relativement méconnu en France, qu'il s'ouvre à nous lorsqu'on maîtrise plus ou moins l'espagnol et qu'il nous permet de penser différemment. L'Amérique latine, c'est nous mais en même temps c'est différent. Il y a une part de latinité et de traits communs, mais il y a aussi le côté indigène, le côté civilisation précolombienne qui nous permettent de penser différemment certaines choses et d'avoir une antériorité historique, même préhistorique si on veut remonter encore plus loin. Sachant que les Espagnols ont des relations plus ténues avec l'Amérique latine, j'ai pris des cours très précis sur cette zone. Réalisant qu'en France cette zone est trop méconnue, j'ai pensé qu'il fallait s'y intéresser pour de nombreuses raisons. Ensuite, pourquoi François Mitterrand et l'Amérique latine ? Il se trouve que je suis en mission entre 2014 et 2016 à l'ambassade de France au Pérou. En février 2016, François Hollande doit venir en visite officielle. L'ambassadeur de l'époque, M. Mauries, nous réunit dans les jardins de la résidence de France. Il nous explique alors que c'est la première visite présidentielle à titre officiel d'un président français au Pérou depuis le général De Gaulle en 1964. François Mitterrand y est certes venu en 1989 mais c'était une escale technique, non considérée comme un voyage officiel. J'ai ainsi, face à moi, trois figures - le général De Gaulle, François Mitterrand et François Hollande - qui se rendent en Amérique latine et qui ont décidé

de s'y intéresser. Dès lors, ça m'intéresse ! Je me pose la question : alors que les relations diplomatiques avec l'Amérique latine ne sont prioritaires ni pour le Quai d'Orsay, ni pour la France qui a, historiquement, d'autres zones à enjeux comme le Moyen-Orient et l'Afrique notamment, pourquoi tel ou tel président, telle ou telle personne vont-ils s'intéresser à cette zone ? A ce moment-là je me suis dit qu'il y avait matière à faire des recherches.

### **Des liens avec le PS, François Mitterrand et Pierre Mauroy**

Pour François Mitterrand, il y a plusieurs niveaux. Son entourage, d'abord, politique et familial, qui va lui parler de l'Amérique latine, sachant qu'il n'a, a priori, pas de liens avec elle, ni de famille là-bas. Second niveau : le Parti socialiste et sa fonction de Premier secrétaire. Enfin, troisième niveau : François Mitterrand qui accède à la présidence de la République et qui, pendant quatorze ans, va mener une politique étrangère qui va certes s'intéresser à l'Amérique latine, mais avec un intérêt qui va varier selon les années et les mandats.

Je reviens sur les liens entre le PS, l'Amérique latine et François Mitterrand. C'est en effet très important d'étudier à ce moment-là ce qu'il en est du Parti socialiste car il a alors des liens forts avec ce qui se passe en Amérique latine. C'est dans un premier temps la révolution cubaine qu'on peut voir comme un modèle ou comme un contre-modèle mais c'est une expérience révolutionnaire. Ensuite, c'est ce qui se passe au Chili avec l'arrivée au pouvoir d'un socialiste, Salvador Allende, par la voie démocratique. Alors qu'en France on est en train de penser l'union de la gauche, on va inévitablement s'intéresser à cette expérience chilienne. Vous connaissez cela mieux que moi !

Il y a bien sûr aussi les exilés latino-américains en France, qui fuient les différentes dictatures parce que l'Amérique latine est aussi un continent où des personnes de gauche, des révolutionnaires ou non, luttent contre des régimes dictatoriaux. Des combats communs sont à mener avec ces

latino-américains de gauche. Ces exilés qui rejoignent la France sont aussi présents à la Maison de l'Amérique latine, voisine de Solférimo.

Plusieurs liens existent donc avec un François Mitterrand, avec des militants et des dirigeants socialistes qui vont être sensibilisés aux réalités latino-américaines et qui vont se rendre compte de l'intérêt à suivre ce qui se passe en Amérique latine et aussi à appuyer ces luttes. C'est là où la figure d'un Pierre Mauroy retient mon attention. Quand Pierre Mauroy est Premier ministre, il se rend le 10 décembre 1983 en Argentine à l'investiture du candidat Raúl Alfonsín. Lors du colloque de l'IPM intitulé « Pierre Mauroy ou la passion de l'International », Pierre-Jean Vandoorne explique très bien que Pierre Mauroy précisait que ce qu'il avait vécu en Argentine faisait partie des moments les plus forts de sa vie, avec la libération de Paris et le 10 mai 1981.

### **Pierre Mauroy, l'Internationale socialiste et la mise en relation entre le PS et les gauches d'Amérique latine**

Dès lors, non seulement une ferveur se manifeste mais des liens se tissent, ainsi que de réels combats concrets contre les dictatures. J'aurai l'occasion peut-être de revenir plus loin sur l'épisode des Malouines et sur ce qui s'est passé avec l'Argentine. Je reste en 1983 où la page des dictatures se tourne et quand Pierre Mauroy se rend dans ce pays, accompagné d'une délégation dont certaines personnes présentes dans cette salle faisaient partie, peut-être M. Thauvin et M. Vandoorne, c'est symbolique, cela matérialise des liens entre une gauche française, un Parti socialiste, des militants et des dirigeants socialistes, et une gauche latino-américaine. Pour moi, c'est significatif.

Pierre Mauroy a aussi à ses côtés une personnalité très importante pour tout ce qui concerne l'Amérique latine, Antoine Blanca, qui était ambassadeur itinérant pour l'Amérique latine. On trouve une filiation de cette situation sous François Hollande. Vient de paraître à la Fondation Jean-Jaurès un entretien que j'ai eu avec Jean-Pierre Bel qui, lui, était envoyé

personnel de François Hollande pour l'Amérique latine. Son but n'était pas de copier ce qui s'est fait sous Pierre Mauroy et sous François Mitterrand mais de montrer - je passe outre De Gaulle - que deux présidents socialistes, François Mitterrand et François Hollande, ont mené tous les deux une politique étrangère proactive vis-à-vis de l'Amérique latine, dans les limites qu'on connaît bien entendu, parce qu'ils ont cet héritage en tête, François Hollande étant, d'une certaine manière, l'héritier de cette époque mitterrandienne sur cet aspect. D'ailleurs au passage, une des premières missions confiée par François Mitterrand à François Hollande lorsque celui-ci arrive à l'Élysée en tant que jeune conseiller, est de remettre à flot la Maison de l'Amérique latine.

### **Regarder le passé, des solutions pour le présent et le futur**

Une autre facette de Pierre Mauroy qui m'intéresse est son rôle au sein de l'Internationale socialiste. C'est à ce moment-là qu'on va pouvoir mettre en relation le Parti socialiste avec d'autres partis frères de gauche en Amérique latine. Cette mise en commun, ce partage des expériences sont très importants. Dans un entretien que j'ai réalisé avec François Hollande sur sa relation avec l'Amérique latine et paru au mois de juin à la Fondation Jean-Jaurès, il raconte que c'est au sein de l'Internationale socialiste qu'il a pu rencontrer certains dirigeants latino-américains, dont Evo Morales qui deviendra ensuite président de la Bolivie, et aussi lors de forums internationaux, comme celui de Porto Alegre ou de Sao Paulo, où il va rencontrer notamment Lula. Ces endroits de sociabilisation, de contacts sont très importants pour mettre en relation les gauches entre elles et faire en sorte que cette gauche française et le Parti socialiste soient aussi internationaux et internationalistes. C'est pourquoi je trouve un intérêt à se tourner vers ce qui s'est fait auparavant pour chercher ce que nous pourrions faire maintenant.

Pourquoi, à mon niveau, un tel intérêt pour ce passé ? Pour moi, comprendre ce qui s'est fait et de quelle manière permet de penser le

présent et de préparer le futur. Dans quelques jours, nous allons fêter les quarante ans du discours dit de Cancún prononcé par François Mitterrand au Mexique. Il s'agit de voir ce qui est faisable de nos jours, quelles relations peuvent exister entre le Parti socialiste et l'Amérique latine, entre le Parti socialiste et l'Internationale socialiste, et de façon générale quelles peuvent être les relations diplomatiques entre la France et l'Amérique latine et entre la gauche française et l'Amérique latine.

Je n'ai pas forcément de réponses à toutes ces questions mais j'espère qu'en cherchant dans le passé, en convoquant des figures telles que François Mitterrand, Pierre Mauroy et d'autres, je trouve des éléments de réponse pour le présent, mais aussi pour le futur. C'est en regardant ce passé qu'on peut trouver des points d'achoppement, mais aussi des leviers pour continuer cette histoire, la perpétuer parce que c'est une vraie réalité et parce qu'il y a vraiment des choses à faire pour le futur.

/ THIERRY PFISTER

## PIERRE MAUROY, OU LE REFUS DE FAIRE PASSER LE MOI AVANT LE NOUS

Mon premier contrat de travail, je l'ai signé entre ces murs. J'occupais un bureau mansardé au dernier étage. J'avais été en charge des Etudiants socialistes et je devenais le collaborateur du secrétaire général adjoint de la SFIO puis du premier secrétaire par intérim du nouveau Parti socialiste, Pierre Mauroy.

### La loyauté de Pierre Mauroy

Une formation politique que j'ai quittée au début des années 1970 car le responsable de sa communication, Pierre Bérégovoy, entendait me traduire en commission des conflits au prétexte que mes articles dans *Le Monde* n'auraient pas été conformes à la « ligne du parti ». Il jouait d'un article des statuts hérités de la SFIO. Il m'en est resté une défiance instinctive à l'égard de la vie interne des formations politiques.

En dépit de ses indéniables tares, cette SFIO avait pourtant su maintenir la notion d'aventure collective, héritée des fondateurs du parti socialiste en 1905. Quand j'entends l'ancien ministre et commissaire européen, Pierre Moscovici, aujourd'hui premier président de la Cour des comptes, dire que

« Macron est un pur talent politique, probablement le plus pur que la France ait connu depuis Mitterrand », je mesure à quel point la vie politique n'est plus qu'un agrégat de destins individuels, d'ambitions personnelles. Certes, elles ont toujours existé mais elles ne constituaient pas l'unique moteur.

Pour parler de ces apparatchiks aujourd'hui vieillis et usés jusqu'à la corde, on n'emploie plus l'expression « génération Mitterrand ». Ils sont devenus la « génération et moi, et moi, et moi ! ». Je ne peux m'empêcher de rapprocher ce propos du fait que le biographe de Donald Trump, D'Antonio, estime que son sujet d'étude incarne une *Me generation*, ou « génération ma pomme ».

Il ne s'agit pas d'exonérer les générations précédentes de dérives narcissiques. À commencer par celle à laquelle j'appartiens. Ce travers est permanent, mais ce n'est pas un motif pour ignorer les ravages qu'il a effectués au sein de la « génération Mitterrand ».

Si Pierre Mauroy avait intitulé son premier ouvrage *Héritiers de l'avenir*, c'est parce qu'il éprouvait le sentiment de prendre place au sein d'une démarche qui s'étire génération après génération. Un destin personnel ne pouvait être envisagé que dans ce cadre. Lorsqu'en 1988 il a eu à choisir entre la présidence de l'Assemblée nationale et les fonctions de premier secrétaire du PS, en dépit du conseil qu'il avait sollicité auprès de moi, sa fidélité au parti a dicté son choix. C'est la raison pour laquelle il se refusait, intellectuellement, à une position minoritaire au sein de l'organisation socialiste. Certes, au fil de son cheminement politique il y fut parfois contraint, mais toujours à contre-cœur. À ses yeux, ne pas accepter les compromis qui permettent d'appartenir au courant majoritaire revenait à se singulariser au sein de l'aventure collective. À aucun prix il n'acceptait de faire passer le moi avant le nous.

À l'heure où, des écologistes aux Républicains, chacun s'essaye à la désignation d'un présidentiable par le biais de « primaires », nous mesurons à quel point ces compétitions internes reposent sur l'ego. La meilleure preuve en est la difficulté que les vaincus éprouvent à accepter leur défaite et à se ranger derrière le vainqueur. Nous l'avons observé, lors du

précédent scrutin présidentiel, avec François de Rugy et Manuel Valls. L'écologiste comme le Catalan d'Evry se sont montrés incapables de respecter la règle d'un jeu auquel ils s'étaient librement prêtés. Avec leur ossature morale de méduse, ils ont failli à leur parole de soutenir le candidat qui sortirait vainqueur de la primaire du PS.

Je pense que la carrière politique de Pierre Mauroy devait moins à une stratégie, à des calculs, qu'à un réflexe venu du fond de sa personnalité. Il était loyal dans un univers où cette qualité n'a pas pignon sur rue. À ceux qui m'opposeraient ses renversements d'alliance lors des congrès d'Épinay-sur-Seine en faveur de Mitterrand, ou de Metz en s'opposant à lui, je répondrais qu'il s'agissait de choix politiques. Il est naturel qu'ils évoluent en fonction du contexte. Du rapport des forces, m'auraient dit Guy Mollet puis François Mitterrand lorsqu'ils tentaient de faire mon éducation.

### **Pierre Mauroy, le sacrifice de l'ouverture de sa carrière parlementaire**

Les communistes ont découvert la loyauté de Pierre Mauroy à l'occasion des élections législatives de mars 1967. La SFIO était alliée, à l'époque, aux radicaux de gauche et à la Convention des institutions républicaines (CIR) de François Mitterrand, dans le cadre de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS). Les communistes dominaient et tenaient le rôle de protecteurs d'une « gauche non communiste » en pleine restructuration. Ils avaient accepté, en décembre 1966, de ne pas lier un désistement réciproque en faveur du candidat de gauche arrivé en tête au premier tour à la conclusion d'un accord de gouvernement. Ce compromis entre le PCF et la FGDS prévoyait des « cas particuliers » dans lesquels, pour garantir la victoire de la gauche, les communistes retireraient leur candidat, même arrivé en tête au premier tour. Une clause qui devait permettre à certains dirigeants de la FGDS d'être élus à l'Assemblée nationale grâce à la « compréhension » du PCF.

Pierre Mauroy faisait partie de ces privilégiés. Il avait quitté le Val-de-Marne, où il était conseiller municipal, pour revenir vers la terre de ses origines, les plaines du Cateau-Cambrésis où Henri Matisse a vu le jour. À l'issue du premier tour, il accusait un retard de 371 voix sur le candidat du PCF mais il bénéficiait de son retrait. Pour la première fois de son existence, il allait pouvoir siéger à l'Assemblée nationale.

Les socialistes étant ce qu'ils sont, quatre cas d'indiscipline par rapport à l'accord électoral de décembre 1966 avaient été constatés : dans l'Indre, le Lot et le Rhône mais aussi dans le Nord. À Saint-Amand-les-Eaux, Jojo faisait des siennes. Une fois de plus. Fâché avec la règle d'un autre jeu auquel il avait accepté de participer, récusant la politique d'union de la gauche, ce qui le conduira plus tard à rallier la droite, Georges Donnez refusait de se retirer, alors qu'il était arrivé derrière le candidat communiste. À la surprise des dirigeants socialistes et surtout des communistes, Pierre Mauroy a fait le sacrifice de l'ouverture de sa carrière parlementaire. Il a rendu au PCF la candidature de second tour dans sa circonscription et s'est retiré. Il entendait équilibrer la situation dans le Nord et faire en sorte que la parole collective donnée soit respectée. Il faisait passer le nous avant le moi.

Une dimension qui n'appartenait pas à la culture de François Mitterrand. Quand nous avons parlé de cet épisode quelques années plus tard, il jugeait à son aune et soupçonnait un joli coup tactique. Le secrétaire général du PCF, Waldeck Rochet, a pour sa part salué le geste en déclarant que jamais le parti communiste n'oublierait cette attitude. Pour une fois, l'image traditionnelle de trahison liée à la social-démocratie dans l'imaginaire communiste cédait le pas à celle d'une loyauté allant au-delà de l'usage courant. Une part de l'autorité dont Mauroy bénéficiait vis-à-vis des communistes a découlé de cette décision.

Il est possible de contester les options de Pierre Mauroy mais nul, à ma connaissance, ne doute de son authenticité. Le cas de Mitterrand peut sembler plus ambigu. Pourtant, lorsqu'il s'était présenté salle de la Mutualité pour être sacré candidat socialiste à l'élection présidentielle de

1974, en un temps où lui imposer une primaire aurait relevé du crime de lèse-majesté, il était d'une totale authenticité. Devant les délégués pâmes, il avait justifié son retard en racontant sa halte, entre Château-Chinon et Paris, à la basilique de Vézelay. Il avait évoqué sa méditation sur la généalogie des rois de France, au sein de laquelle il entendait s'inscrire.

Je note qu'à l'aube de sa campagne présidentielle, Emmanuel Macron a demandé à son équipe de le déposer à la basilique Saint-Denis et de le laisser seul. Lui aussi tenait à méditer sur la lignée des monarques qui se sont succédé depuis les chefs de la peuplade germanique des Francs, mais il avait choisi la nécropole royale aux portes de Paris. Mitterrand ne jouait pas un rôle. Il était lui-même. Il était vrai. La gauche en général et les socialistes en particulier n'auraient pas lieu d'être surpris par sa relation au pouvoir. Ils avaient été prévenus.

### **La gauche, colonisée par le modèle néo-libéral**

L'authenticité constitue-t-elle encore une valeur dans notre monde de post-vérité ? Par rapport aux années que nous évoquons, l'environnement médiatique n'a plus rien de comparable. Internet, les chaînes d'information continue, l'omni-présence de l'image, en tous lieux et de toutes origines, ont modifié la donne et fait triompher un récit de plus en plus déconnecté des faits. Les êtres sont devenus moins réels que les personnages. La société du spectacle annoncée par Guy Debord règne à présent sans partage. Par un de ces paradoxes dont elle est coutumière, elle a même permis à l'un des nègres de Bernard Tapie de plagier Debord dans l'ouvrage « Gagner » lorsqu'est placée sous la plume de Tapie la formule : « On ne parle plus que de l'apparence, et aux Dix commandements, il faudrait certainement ajouter un onzième : être, c'est paraître ; paraître est être. » Nous venons de le voir, à l'occasion de son décès. Nous avons pu observer comment une aventure individuelle, aux marges de la légalité, pouvait devenir, du fait d'un système de communication, une sorte de « vie des saints ». Or, elle prétend illustrer le second mandat

de François Mitterrand. La fin de ces années 1980 souvent dénommées « les années fric ».

Pour citer cette fois Guy Debord lui-même, « l'agent du spectacle mis en scène comme vedette est le contraire de l'individu, l'ennemi de l'individu. (...) Les gens admirables en qui le système se personnifie sont bien connus pour n'être pas ce qu'ils sont ; ils sont devenus grands hommes en descendant au-dessous de la réalité de la moindre vie individuelle, et chacun le sait. » Je pourrais aussi me référer à cette image de « rigueur protestante » associée à Lionel Jospin. Pourtant, son déni concernant la réalité de son parcours militant, son mensonge aux siens pour dissimuler l'ambiguïté des motivations qui le poussaient à rejoindre le PS, a marqué une rupture avec cette notion d'authenticité que je mettais en avant. De son lambertisme initial n'est demeuré que la part d'ombre. Dans le naufrage du parti socialiste, le rôle joué par cette composante issue du trotskisme est loin d'être négligeable.

C'est sous l'autorité de Lionel Jospin que la bande d'activistes qui s'était constituée dans le cadre du syndicalisme étudiant puis regroupée dans l'aventure de la main jaune proclamant « Touche pas à mon pote », a été adoubée par François Mitterrand. Il en est résulté un changement de paradigme chez les socialistes. Marcel Gauchet l'explique très clairement. « C'est le moment où les élites socialistes adoptent une nouvelle lecture de la société et un nouvel ordre de priorité », note-t-il. La gauche dans son ensemble, et pas seulement la gauche de gouvernement, s'est laissée coloniser par le modèle néolibéral. « Progressivement », explique Marcel Gauchet, « l'État social a changé de mission : il s'est transformé en État des droits individuels. En optant pour l'équité en lieu et place de l'égalité, il s'est mis au service des exclus, des plus défavorisés, des plus fragiles en se concentrant sur la personnalité des "ayants droit". La justice est devenue interindividuelle, et non plus une justice sociale. C'est ainsi que la gauche a changé de cheval. Elle a perdu l'idée même de société. »

Face à cette dérive que disait Pierre Mauroy ? D'une part, je l'ai toujours entendu affirmer qu'en ce qui le concerne, il n'aurait jamais accepté que

Bernard Tapie figure dans un de ses gouvernements. D'autre part, il s'est époumoné, en vain, à rappeler à ses camarades que les ouvriers existent et qu'il serait souhaitable de s'adresser à eux. Des ricanements, souvent peu discrets, accueillait les ratiocinations du dinosaure. La figure du travailleur immigré avait pris la place. Un immigré n'ayant avec la réalité qu'un rapport lointain. Un immigré symbolique, non une réalité mais un symbole, un slogan, celui des petites « mains jaunes », une vague référence relevant du mythe des damnés de la terre mais dont les apologistes ignoraient pour les uns, ou feignaient d'ignorer pour les autres, les conditions de survie et la dureté dans les rapports humains qui en résulte.

### **Le « prolo » passé par pertes et profits**

Depuis 1968, l'immigré s'est installé au cœur de la geste émancipatrice, d'abord portée par les « maoïstes » de la Gauche prolétarienne, puis il a cheminé des colonnes de « Libération » jusqu'à SOS Racisme. On lui a tout promis. Il n'a rien vu venir. En outre, et je fais référence au « mariage pour tous » durant le mandat de François Hollande, on ne peut à la fois célébrer le pédé transgressif et l'immigré musulman. Il faut choisir. Ou alors, on ouvre un boulevard à la reprise en main de quartiers dépourvus d'encadrement idéologique par les promoteurs d'une norme islamiste vécue comme l'ultime enracinement.

Le sociologue Fabien Truong l'a illustré de manière saisissante à partir du cas de Grigny où a grandi Amédée Coulibaly, le terroriste de l'Hyper Casher. Son enquête montre non seulement le caractère obscène des propos de Manuel Valls prétendant que chercher à expliquer ce serait déjà excuser, mais surtout elle met en évidence que « le monde social a horreur du vide et (que) l'islam a trouvé ici une place de choix ». En ce domaine comme en tant d'autres, Manuel Valls a recyclé sans talent des thématiques naguère développées par Tony Blair. Selon un schéma cher à l'« école rocardienne », il a pensé habile de sacrifier aux modes du moment et d'en

appeler au « bon sens ». Quoi de plus simplificateur que de s'adresser aux « gens » pour leur dire que des terroristes sont responsables de leurs actes ? « Les gens », un terme qui désigne désormais dans le langage des Insoumis une populace qui remplacerait le peuple.

En cette période où la parole d'Eric Zemmour paraît triompher et où il est de bon ton de dénoncer l'hégémonie supposée d'une gauche soixante-huitarde, force est de constater que, dans cet héritage, le « prolo » a été passé par pertes et profits. Il ne serait qu'un médiocre adepte d'une société de consommation honnie. Trop ancré dans l'alimentaire et le catégoriel, il ne serait plus digne de porter l'étendard des luttes sociales. Il ne pourrait plus symboliser les combats de la « gauche morale ». D'autant que cette gauche, qui cache derrière cette façade ses penchants thermidoriens, trouve chez son nouveau héros, le gay, à la désignation importée des Etats-Unis, l'écho de cette soif de jouissance qui lui sert de moteur intime.

Mais nous voici loin de notre sujet. Encore que... ce pourrait être le thème d'un autre colloque. Pour ce soir il est temps d'arrêter, d'autant que j'entends Pierre Mauroy me glisser dans l'oreille un « Tu ne crois pas que tu exagères », dont je conserve la nostalgie.

**L'Institut Pierre Mauroy** s'inscrit dans la continuité de l'association des amis de Pierre Mauroy créée en décembre 2013, à l'initiative de quelques amis et collaborateurs de l'ancien Premier ministre.

Bien au-delà de la nostalgie de quelques compagnons, il s'agit avant tout de faire vivre la mémoire et mettre en valeur les actions de cette personnalité, qui a profondément marqué plus de soixante années de la vie politique française en général et le mouvement socialiste en particulier.

Homme de convictions et d'engagements, esprit curieux et novateur, fidèle en amitiés et aux principes acquis dans ses jeunes années, Pierre Mauroy reste un exemple à suivre dans la conduite des affaires publiques et dans cette période difficile, le message qu'il nous transmet, se révèle des plus actuels.

Dans cet esprit, l'Institut Pierre Mauroy, doté de nouveaux moyens et s'appuyant sur un réseau plus étoffé, élargit son champ d'actions par la mise en valeur d'un patrimoine d'archives, déjà très conséquent, l'organisation et le soutien de colloques ou des manifestations thématiques, l'attribution annuelle d'une bourse universitaire et bien entendu des publications numériques ou sur des supports plus classiques.

[institutpierremauroy@gmail.com](mailto:institutpierremauroy@gmail.com)

Réalisation : REFLETS GRAPHICS

Imprimé en France par l'imprimerie CAVA BURELOR PRINT

Février 2022

# PIERRE MAUROY

PREMIER MINISTRE

## OU LA PASSION DE GOUVERNER À GAUCHE

Le 21 mai 1981, onze jours après l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, Pierre Mauroy était nommé Premier ministre. Il restera en fonction jusqu'au 17 juillet 1984. Au cours de ces trois années, c'est une « avancée historique » qui va s'écrire dans la durée et qui sera marquée par de grandes réformes sociales, sociétales et culturelles qui demeurent dans les mémoires. Mais si Pierre Mauroy assume « la politique de rigueur » et s'il l'emporte sur les « visiteurs du soir » dans l'affaire de la sortie du SME, il ne parviendra pas à faire adopter le projet de loi sur « un grand service public unifié et laïque de l'éducation nationale ». François Mitterrand acceptera sa démission en juillet 1984, ce qui lui laissera « un *certain sentiment de vide* »<sup>1</sup> mais aussi celui d'avoir écrit une « *belle page pour la gauche* ».

C'est cette belle page qu'ont fait revivre, lors du colloque qui s'est tenu à la Fondation Jean-Jaurès le 14 octobre 2021, les interventions de celles et ceux qui ont participé à ses trois gouvernements ou qui furent ses collaborateurs à Matignon mais aussi celles d'un professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Lille, d'un ancien secrétaire général de l'Élysée et d'un jeune chercheur, chacun livrant, en toute liberté, « sa » vision de la personnalité et de l'action de Pierre Mauroy... et au-delà.

1. Mémoires

